



Mémoire Présenté
par : Abadjaye Nicole
A. TCHOKPON

Université Cheikh Anta Diop
FACULTE DES SCIENCES
ECONOMIQUES
ET DE GESTION (FASEG)

**Efficacité et impact de l'investissement
direct étranger sur la croissance : cas du
Bénin**

Année Académique: 2004/2005

**UNIVERSITE CHEIKH ANTA
DIOP DE DAKAR (UCAD)**

**CONFERENCE DES INSTITUTIONS
D'ENSEIGNEMENTS ET DE RECHERCHES
ECONOMIQUES EN AFRIQUE (CIERA).**



**FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES
ET DE GESTION (FASEG)**



**PROGRAMME DE TROISIEME CYCLE INTERUNIVERSITAIRE
(PTCI)
10^{ème} Promotion**

Mémoire pour l'obtention du Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA)

SPECIALITE : Macroéconomie appliquée.

OPTION : Economie Internationale

THEME :

**EFFICACITE ET IMPACT DE L'INVESTISSEMENT
DIRECT ETRANGER SUR LA CROISSANCE :
CAS DU BENIN.**

Présenté et soutenu par :

Abadjayé Nicole A. TCHOKPON

Sous la direction du :

Pr. Moustapha KASSE

Année académique 2004-2005

11.02.06
TCH
13133

06-OCT-2006

11.09.06
TCH
13133

UNIVERSITE CHEIKH ANTA
DIOP DE DAKAR (UCAD)

CONFERENCE DES INSTITUTIONS
D'ENSEIGNEMENTS ET DE RECHERCHES
ECONOMIQUES EN AFRIQUE (CIEREA).



PROGRAMME DE TROISIEME CYCLE
INTERUNIVERSITAIRE (PTCI)

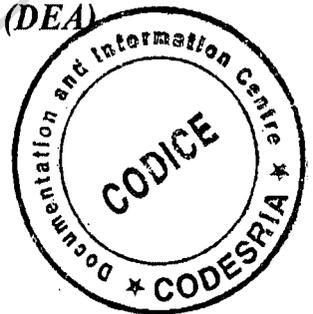


FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION
(F A S E G)

Mémoire pour l'obtention du Diplôme d'Etudes Approfondies (DEA)

SPECIALITE : Macroéconomie appliquée.
OPTION : Economie Internationale

THEME :



EFFICACITE ET IMPACT DE L'INVESTISSEMENT
DIRECT ETRANGER SUR LA CROISSANCE :
CAS DU BENIN.

Présenté et soutenu par :

Abadjayé Nicole A. TCHOKPON
10^{ème} promotion

Sous la direction du :

Pr. Moustapha KASSE

Membres du jury :

Pr Moustapha KASSE

Pr Thione DIOP

Année académique 2004-2005

SOMMAIRE

<i>SOMMAIRE</i>	1
<i>DÉDICACES</i>	3
<i>REMERCIEMENTS</i>	4
<i>LISTE DES GRAPHIQUES ET TABLEAUX</i>	5
<i>LISTE DES ABRÉVIATIONS</i>	6
<i>RÉSUMÉ/ABSTRACT</i>	7
<i>INTRODUCTION</i>	8
<i>CHAPITRE 1 : EVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT ÉTRANGER</i>	11
<i>DIRECT AU BENIN DE 1970 À 2002</i>	11
SECTION 1 : COÛTS ET AVANTAGES LIÉS À L'IDE	11
A. Les avantages de l'IDE	11
1. L'accumulation du capital.....	12
2. Le transfert technologique.....	13
B. Les coûts liés à l'IDE	14
1. Les exigences de performance.....	14
2. Les risques de déséquilibres macroéconomiques	16
SECTION 2 : ANALYSE SYNOPTIQUE DE L'ÉCONOMIE BÉNINOISE	17
A. Aperçu général	17
B. Les performances macroéconomiques	17
C. Entrées des capitaux étrangers	19
SECTION 3 : ENTRÉES DES IDE : ÉVOLUTION ET RÉPARTITION	20
A. Évolution des IDE	21
B. Répartition sectorielle des IDE	22
C. Performance de l'IDE au Bénin	24
D. Les politiques d'incitation	25
1. Les politiques nationales et régionales	25
2. Les éléments d'attractivité	27
<i>CHAPITRE 2 : CORRELATION ENTRE IDE ET CROISSANCE : UNE REVUE DE LA LITTÉRATURE</i>	29
SECTION 1 : L'IDE DANS LES MODÈLES DE CROISSANCE	29
A. L'IDE dans les modèles néoclassiques	30
B. L'IDE dans les modèles de croissance endogène	31
SECTION 2 : LES TRAVAUX EMPIRIQUES	33
A. Typologie des IDE	34
B. Impact de l'IDE sur la croissance : les travaux empiriques.	35
1. Corrélation positive et significative entre IDE et croissance.....	35
2. Corrélation positive et non significative entre IDE et croissance	37
3. Comparaison d'efficacité entre IDE et investissement intérieur	39

4. Les études spécifiques aux pays.....	40
C. Les catalyseurs des effets de l'IDE	40
1. Le stock du capital humain	40
2. L'ouverture commerciale	42
3. Le niveau des infrastructures et le marché financier.....	43
D. Le problème du sens de la causalité entre IDE et croissance	44

CHAPITRE 3 : ANALYSE EMPIRIQUE DE L'IMPACT DE L'IDE SUR LA CROISSANCE AU BENIN.....	46
--	-----------

SECTION 1 : MÉTHODOLOGIE	46
---------------------------------------	-----------

A. Une brève revue de méthodes économétriques	46
--	-----------

B. Analyse économétrique.....	47
--------------------------------------	-----------

1. Spécification du modèle d'analyse	47
--	----

2. Les hypothèses de travail.....	49
-----------------------------------	----

3. Analyse des données.....	49
-----------------------------	----

a. Les variables.....	49
-----------------------	----

b. Sources des données et période d'étude.....	51
--	----

4. Technique d'estimation économétrique.....	51
--	----

SECTION 2 : RÉSULTATS ET INTERPRÉTATIONS	52
---	-----------

A. Résultats économétriques.....	52
---	-----------

1. Tests de stabilité et de significativité.....	52
--	----

a. Test de stabilité des modèles	52
--	----

b. Tests de significativité des coefficients	53
--	----

3. Interprétation des résultats	54
---------------------------------------	----

a. Impact de l'IDE sur le taux de croissance.....	54
---	----

b. Rôle du capital humain et du taux d'ouverture	55
--	----

c. Comparaison de l'efficacité entre IDE et INV	57
---	----

B. Implication de politique économique	57
---	-----------

1. La promotion des IDE.....	58
------------------------------	----

2. Le renforcement de la capacité d'absorption	58
--	----

3. La libéralisation commerciale	59
--	----

CONCLUSION.....	61
------------------------	-----------

BIBLIOGRAPHIE.....	63
---------------------------	-----------

ANNEXES.....	68
---------------------	-----------

DEDICACES

A la mémoire de celle qui m'a insufflé le désir de pousser toujours plus loin les limites de mes diplômes : à Bernadette ADJE TCHOKPON, ma mère.

CODESRIA - BIBLIOTHÈQUE

REMERCIEMENTS

Nos remerciements à tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à la finition de ce travail. Leurs conseils, critiques et leur amour nous ont été d'une grande utilité et qu'ils reçoivent ici l'expression de nos sincères remerciements. Ces derniers s'adressent en particulier :

Au Professeur Moustapha KASSE pour les critiques apportés à ce document,

A mon père Pierre TCHOKPON et à ma sœur Florence TCHOKPON pour leur sollicitude,

Aux doctorants Akilou AMADOU et Fidel DEDEWANOU pour leurs conseils,

A Patrick DJOSSOU pour la lecture et la correction de ce document,

A toute la dixième promotion du PTCL. Merci pour leur amitié et soutien dans la misère vécue ensemble à Nasso.

A tous les sénégalais et sénégalaises de ma promotion pour leur élan de sympathie,

A mes amis : Hugues GNARO, Donald AMEGAN-AHO, Diawlol EL HUSSEINI, Mathieu AIDAMA, Samson HOUETOHOSSOU, Elisabeth ADJOGOU et Armelle DAGBA pour leur soutien.

LISTE DES GRAPHIQUES ET TABLEAUX

PAGES

<u>Graphique I.1</u> : Evolution du taux de croissance de 1970 à 2002.....	11
<u>Graphique I.2</u> : Comparaison des flux de capitaux entrants au Bénin de 1970 à 2002.....	13
<u>Graphique I.3</u> : Evolution des flux d'IDE au Bénin de 1970 à 2002.....	14
<u>Graphique I.4</u> : Répartition des projets d'investissements agréés aux opérateurs étrangers par branche d'activité entre 1992 et 2003.....	16
<u>Graphique I.5</u> : Principaux investisseurs étrangers au Bénin.....	16
<u>Tableau I.1</u> : Contribution des IDE au PIB et à l'investissement privé (en %).....	17
<u>Tableau I.2</u> : Fiscalité dans les pays de l'UEMOA.....	20

LISTE DES ABREVIATIONS

ACP :	Asie-Caraïbe-Pacifique
ADP:	Aide Publique au Développement
AGOA:	African Growth and Opportunity Act
BCEAO :	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BIC :	Impôt sur les bénéfices Industriels et Commerciaux
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CFA :	Communauté Financière d'Afrique
CNUCED :	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CPI :	Centre de Promotion des Investissements
FBCF :	Formation Brute de Capital Fixe
FMI :	Fond Monétaire International
IDE :	Investissement Direct Etranger
OAPI :	Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle
OHADA :	Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires
OMC :	Organisation Mondiale du Commerce
PIB :	Produit intérieur brut
PMA :	Pays les Moins Avancés
PME :	Petite et Moyenne Entreprise
STN :	Société Transnationale
TCI :	Taxe Conjoncturelle à l'Importation
TEC :	Tarif Extérieur Commun
TPC :	Taxe Préférentielle Communautaire
TVA :	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UE :	Union Européenne
UEMOA :	Union Économique et Monétaire Ouest Africaine
ZFI :	Zone Franche Industrielle

RESUME/ABSTRACT

Le rôle de l'investissement direct étranger (IDE) sur la croissance dans les pays en développement (PED) a fait l'objet d'une vaste recherche empirique. Pour certains auteurs, la relation entre IDE et croissance est positive, qu'elle soit significative ou non. Mais pour d'autres, elle est plutôt négative. En somme, la relation entre IDE et croissance n'apparaît pas claire. Les conclusions ainsi mitigées peuvent être attribuées au fait que les études portent sur les panels, camouflant les spécificités de chaque pays.

Notre travail a donc été d'examiner le cas particulier du Bénin sur la période de 1970 à 2002. Tenant compte de la possibilité de l'interdépendance entre IDE et croissance, nous avons choisi comme modèle, un système d'équations simultanées que nous avons testé par la méthode des doubles moindres carrés pour tester l'impact de l'IDE sur le taux de croissance du PIB réel. Nous sommes parvenus à la conclusion que l'IDE affecte positivement et significativement le taux de croissance et qu'il est plus efficient que l'investissement intérieur. Pour ce qui est du capital humain et du degré d'ouverture, ils ne jouent pas le rôle de catalyseur puisque en interaction avec l'IDE, ils affectent positivement mais non significativement le taux de croissance au Bénin.

The role of the foreign direct investment (IDE) on the growth in countries in development (PED) made the object of a vast empiric research. For certain authors, the relation between IDE and growth is positive, that it is meaningful or no. But for others, it is rather negative. In sum, the relation between IDE and growth doesn't appear lucid. The thus mitigated findings can be assigned to the fact that studies carry on panels, camouflaging specificities of every country.

Our work was therefore to examine the particular case of Benin on the period of 1970 to 2002. Taking account of the possibility of the interdependence between IDE and growth, we chose like model, a simultaneous equation system that we tested by the two stages least square (TSLS) method to test the impact of the IDE on the growth rate of the real GDP. We arrived to the conclusion that the IDE affects positively and meaningfully the growth rate and that it is more efficient than the domestic investment. In that concerns the human capital and the degree of opening, they don't play the role of catalyst since in interaction with the IDE, they affect positively but no meaningfully the growth rate to Benin.

INTRODUCTION

Quoique récemment, l'impact positif des flux d'investissement direct étranger (IDE) sur la croissance semble avoir acquis le statut de fait, la littérature empirique n'a pas réussi à établir un impact significatif de l'IDE sur le taux de croissance des pays récipiendaires (CAMPOS et KINOSHITA, 2002).

D'un point de vue théorique, le rôle de l'investissement direct étranger sur la croissance économique n'est plus à démontrer. Comme tout investissement, et parce qu'il favorise aussi l'accumulation du capital humain, l'IDE peut affecter positivement la croissance. D'ailleurs, il est généralement reconnu qu'il constitue l'une des voies principales non seulement de transfert de technologie (NATIONS UNIES, 1987), mais aussi de transfert de compétence et de capacité d'innovation vers des pays en développement. Les investissements directs étrangers sont aussi des flux qui répondent à la recherche de profit à long terme et ont, surtout, la principale caractéristique de s'installer dans la sphère productive du pays récipiendaire.

Grâce à l'IDE, *via* la présence des multinationales sur le marché local, les entreprises nationales peuvent accroître leur efficacité productive en bénéficiant de la technologie moderne par le biais de la diffusion technologique. Il favorise l'accès aux réseaux internationaux de production et de commercialisation des installations locales. Et le climat de compétitivité entre firmes étrangères et entreprises locales conduit les secondes à être plus performantes ; ce qui peut induire des effets d'entraînement sur les autres secteurs de l'économie du pays récipiendaire. En définitive, l'investissement direct étranger profite au pays récipiendaire en ce qu'il gagne non seulement en entrée de capitaux physiques, mais aussi en formation de la main-d'œuvre, en création et accroissement de l'emploi et en l'usage des équipements et technologies avancés. Ces nombreuses potentialités que lui attribue la littérature économique théorique en font un facteur déterminant de la croissance, notamment dans les pays en développement.

Cependant, il n'y a pas une approbation unanime au sein des auteurs en ce qui concerne la relation positive entre IDE et taux de croissance du pays récipiendaire. Empiriquement en effet, les nombreux auteurs qui ont abordé le sujet ne sont pas tous parvenus à des résultats identiques. REISEN et SOTO (2001) ont trouvé que l'IDE a un impact positif sur la croissance. LENSINK et MORRISSEY (2001) aboutissent à la même conclusion, mais préviennent de la non robustesse de leurs résultats. Dans le même sens d'idée, de MELLO (1999) souligne que l'IDE est un moteur de la croissance, mais seulement pour les pays dans lesquels le capital intérieur et le capital étranger sont complémentaires. BLOMSTRON, LIPSEY et ZEJAN (1994) ont quant à eux trouvé que l'IDE a un impact positif sur la

croissance surtout dans les pays que les auteurs définissent comme étant des pays à faible qualité de données, qui sont généralement des pays en développement (PED).

Pour BORENZSTEIN, de GREGORIO et LEE (1998), l'IDE a un impact positif sur la croissance mais seulement pour les pays qui ont accumulé un minimum de stock de capital humain. L'efficacité de l'IDE sur la croissance serait aussi conditionnée par l'ouverture commerciale, le niveau des infrastructures et la taille du marché financier local. L'IDE a lui seul n'aurait donc un impact significatif sur la croissance que lorsqu'il est en interaction avec ces variables, si bien que SAGGI (2000) souligne que les PED ont besoin d'atteindre un certain seuil de développement à travers le niveau du capital humain et les infrastructures physiques avant d'être capables d'internaliser les effets associés aux IDE. Et SALTZ (1992) enfin, contrairement aux précédents auteurs, trouve plutôt que l'IDE a un impact négatif sur la croissance.

Ces études se basent sur des panels qui regroupent un ensemble hétérogène de pays n'ayant pas toujours des caractéristiques économiques identiques, même si certaines analyses intègrent les effets aléatoires. Par conséquent, les résultats collectifs peuvent dissimuler les spécificités de chaque pays. Dans le cas du Bénin, l'investissement direct étranger a-t-il un impact significatif sur le taux de croissance ? La légitimité de cette question se pose au vu de l'observation de l'évolution des flux d'IDE et du taux de croissance dans ce pays. Toute augmentation des flux s'accompagne d'une hausse du taux de croissance. En effet, de 1989 à 1991, les flux d'entrée d'IDE sont passés de 62,1 à 120,8¹ millions de dollars tandis que le taux de croissance est aussi passé de -2,85%² à 4,72%. Le phénomène se répète également entre 1993 et 1994, 1995 et 1996 puis de 1998 à 2000 : tandis que les flux d'entrée d'IDE augmentent respectivement de 1,4 à 13,6, de 7,4 à 28,6 et de 34,7 à 64,3, les taux de croissance du Bénin augmentaient à nouveau de 3,52% à 4,37%, de 4,4 à 5,5% et de 4,5 à 5,8%.

A l'instar de nombreux pays en développement (PED), le Bénin s'est pendant longtemps montré méfiant voire hostile à l'égard des IDE puisqu'ils sont souvent le fait des multinationales, lesquelles sont soupçonnées de mettre en péril l'indépendance nationale (MUCCHIELLI, 1992). Mais l'émergence de la mondialisation (celle-ci étant caractérisée par une internationalisation accrue de la production et une mobilité des capitaux) a contribué à une réévaluation de la place et du rôle de l'investissement direct étranger dans les économies nationales (MICHALET, 1999). Après donc des décennies d'hostilité, l'investissement direct étranger est de plus en plus une composante des stratégies de développement ; l'attraction des IDE étant devenue un élément important de politique pour les PED dans la poursuite de l'objectif de la croissance (TONG et YOUNXIN HU, 2003). Pour ce

¹ Global Development Finance, CD ROM 2004. Sauf indication contraire, le montant des IDE est exprimé en millions de dollar.

² World Bank, Africa Database CD ROM 2004

faire, de nombreuses politiques sont déployées pour attirer les investissements directs. Au Bénin, elles se sont surtout traduites par des programmes de libéralisation du commerce et notamment ceux des régimes d'investissement (allègements fiscaux, création de zone franche, etc.) pour créer un cadre propice à l'afflux des IDE. Ces dernières années ont été ainsi marquées par une hausse sensible du niveau des flux d'IDE, quoique le volume reste relativement faible en direction du pays. Dans le même temps, le taux de croissance a également connu une augmentation passant en dix ans de 4% en 1992 à 6% en 2002.

Le but du présent travail est donc de déterminer l'impact de l'investissement direct étranger sur la croissance économique du Bénin. De manière spécifique, il s'agira d'apporter des éléments de réponses aux questions suivantes :

- L'IDE affecte-t-il positivement et significativement le taux de croissance du PIB au Bénin?
- Est-ce qu'un franc d'IDE contribue-t-il plus qu'un franc d'investissement intérieur au taux de croissance ? Autrement dit, l'IDE est-il plus efficient que l'investissement intérieur ?
- Si oui, le stock de capital humain et le degré d'ouverture commerciale renforcent-ils cette efficience ?

Pour atteindre ces objectifs, les hypothèses suivantes sont retenues. L'IDE affecte positivement et significativement le taux de croissance du PIB réel (H_1). L'élasticité³ IDE de la croissance est supérieure à l'élasticité investissement intérieur de la croissance (H_2). Avec un degré d'ouverture commerciale et un stock de capital humain élevés, l'IDE est plus efficient que l'investissement intérieur (H_3).

Notre travail est organisé en trois chapitres. Le premier chapitre examine l'évolution des flux d'IDE et des indicateurs économiques au Bénin. Le deuxième chapitre est consacré à la revue de littérature. Enfin, nous exposons dans le troisième et dernier chapitre les résultats économétriques obtenus et les implications de politique économique.

³ Il s'agit ici de l'élasticité absolue.

CHAPITRE 1 : EVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT ETRANGER DIRECT AU BENIN DE 1970 A 2002

Le débat relatif aux coûts et aux bénéfices des IDE est toujours d'actualité. L'accent démesuré mis sur les gains d'efficacité liés à l'IDE conduit généralement, pour de multiples raisons, à surestimer l'ampleur des retombées positives de l'IDE et à en sous-estimer les coûts possibles, ainsi qu'à minimiser les conflits potentiels d'intérêts entre les STN et les gouvernements des pays d'accueil. Globalement, et compte tenu des différentes méthodes employées, les données sur les effets positifs de l'IDE sont mitigées, mais cela n'est guère manifeste dans les pays en développement à faible revenu et il n'y a pratiquement aucun exemple significatif (CNUCED, 2005). En effet, l'IDE implique pour les pays en développement la mise en œuvre un vaste programme de politiques économiques en vue de répondre aux exigences requises pour attirer les investisseurs étrangers. Mais en retour, étant donné ces politiques appropriées et un niveau minimum de développement donné, l'IDE peut jouer un rôle prépondérant dans le processus de création d'un meilleur environnement économique (TONG et YOUNXIN HU, 2003). S'il est donc admis que l'IDE peut stimuler la croissance, il est aussi raisonnable d'admettre que cet afflux de capitaux ne peut pas être sans quelques conséquences néfastes pour le pays hôte.

Dans le présent chapitre, nous ferons dans la première section une analyse coûts avantages de l'IDE d'une manière générale. Puis, nous présenterons brièvement dans une seconde section la situation économique du Bénin, avant de décrire l'évolution des flux d'IDE du pays dans la troisième et dernière section.

SECTION 1 : COÛTS ET AVANTAGES LIES A L'IDE

A. Les avantages de l'IDE

La plupart des études indiquent que les avantages de l'investissement direct de l'étranger sont considérables (OCDE, 2002). L'IDE est une forme d'intégration économique internationale qui est bénéfique pour les deux parties en vertu du principe de l'avantage comparatif. Et quelle que soit sa nature, sa contribution à la croissance peut s'opérer à deux niveaux selon De MELLO, (1999). D'une part, à travers l'accumulation du capital, l'IDE devrait stimuler la croissance en encourageant l'introduction de nouveaux intrants et de nouvelles technologies étrangères dans la fonction de production du pays hôte. Et d'autre part, à travers les transferts de connaissances, l'IDE devrait

augmenter le stock de connaissances du pays hôte grâce à la formation de la main-d'œuvre et à l'introduction de formes alternatives de gestion et d'organisation.

1. L'accumulation du capital

L'IDE vient s'ajouter au stock de capitaux se concrétisant par de nouveaux biens d'équipement et obligeant les entreprises à prendre des engagements durables. Les actifs productifs compris dans les IDE ont des retombées immédiates sur l'économie locale par le biais de la concurrence, de l'imitation, de la rotation de la main-d'œuvre ou de la création de liens verticaux (CNUCED, 2005). Il favorise donc l'accumulation du capital dans le pays récipiendaire.

Pour preuve, BOSWORTH et COLLINS (1999) ont estimé les effets des flux de capitaux sur l'investissement intérieur pour un panel de 58 pays en développement sur la période de 1978 à 1995. L'échantillon assure une bonne couverture de l'Asie de l'Est et du Sud, de l'Amérique latine, du Moyen-Orient, de l'Afrique du Nord et de l'Afrique subsaharienne. Trois types de flux ont été considérés – IDE, investissements de portefeuille et prêts bancaires – qui n'apparaissent pas corrélés entre eux. Au terme de l'étude, les auteurs ont trouvé qu'à chaque dollar d'entrée de capitaux correspond une augmentation de 50 cents de l'investissement intérieur pour l'ensemble de l'échantillon. Ce résultat général cache toutefois des différences marquées selon le type de flux. En effet, l'IDE a l'impact le plus important : un dollar d'IDE augmente l'investissement intérieur de 80 cents ; les investissements de portefeuille n'ont pratiquement pas d'incidence et les prêts bancaires ont un effet intermédiaire. Les auteurs font remarquer que l'effet positif de l'IDE sur l'investissement intérieur est encore plus prononcé pour un groupe de 18 pays émergents. Dans le cas de ces pays, le rapport est de un pour un. En considérant les seuls flux d'IDE, BOREINSZTEIN et al (1995) aboutissent à la même conclusion avec un échantillon, aussi hétérogène, de 69 PED sur la période 1970-1989. Mais pour ceux-ci, l'IDE affecte l'investissement intérieur dans un rapport de plus de un : une augmentation de un dollar dans l'afflux net de l'IDE est associée à un accroissement de plus d'un dollar dans l'investissement total du pays hôte. La valeur se situerait entre 1,5 et 2,3. L'IDE semble pouvoir stimuler l'investissement dans des activités complémentaires de celles entreprises par les multinationales (*crowding-in*effect).

Mais, ces deux études ont le défaut de n'avoir pas différencié les résultats selon les régions car les flux en direction de celles-ci ne sont pas identiques, régions qui du moins ne présentent pas toutes les mêmes caractéristiques. Il aurait été donc intéressant de prolonger cette analyse et d'estimer les effets des flux de capitaux par région, car il est vraisemblable que les résultats pour l'Afrique subsaharienne, notamment pour l'Afrique de l'Ouest, n'auraient été proches de ceux obtenus pour le groupe des pays émergents. Pour les pays de la zone Franc (CFA) par exemple,

FOSTO NDEFO (2003) trouve qu'il y a un effet de substitution entre l'IDE et l'investissement intérieur. AGOSIN et MAYER (2000) ont pris en compte cette insuffisance et ont analysé l'impact de l'IDE sur l'investissement intérieur par région. Leur échantillon (32 pays) est moins étendu que ceux de BOSWORTH et COLLINS (1999) et de BOREINSZTEIN et *al* (1995) mais il porte sur une période plus longue (1970-1996). Dans les autres régions, l'IDE a stimulé l'investissement intérieur en Asie (*crowding in*) et qu'il y a eu un effet d'éviction (*crowding out*) en Amérique latine et que son incidence est plutôt neutre en Afrique.

L'analyse dynamique des effets de l'IDE est introduite par KUMAR et PRADHAN (2002) dans leur étude portant sur 107 pays en développement et sur la période 1980-1999. Ils ont constaté qu'une augmentation de 1% du ratio IDE/PNB fait dans un premier temps (période t) baisser le taux d'investissement intérieur de 0,65 %. Mais, pour les IDE réalisés dans les deux années précédentes, en $t-1$ et en $t-2$, l'effet est positif et suivi respectivement par une hausse de 0,28 % et de 0,17 % pour l'investissement intérieur. Sur les 52 pays pour lesquels il y a un effet significatif de l'IDE, les auteurs trouvent une complémentarité entre IDE et investissement domestique dans 23 pays, et un effet de substitution dans 29 pays.

2. Le transfert technologique

La possibilité d'avoir accès aux technologies modernes est peut-être la plus importante des raisons pour lesquelles les pays souhaitent attirer l'investissement étranger (BLOMSTRÖM, 1992). Par ce dernier, ils peuvent avoir accès aux technologies qu'ils ne peuvent produire eux-mêmes. L'impact de l'IDE sur la croissance passant par l'absolue nécessité d'un transfert de technologies vers le pays d'accueil, les pays hôtes ouvrent leurs portes aux MNE qui sont reconnus comme étant les principaux vecteurs de la diffusion internationale de la technologie. Elles ont une part importante dans les efforts de recherche et développement (R&D) du monde et elles contrôlent de nos jours les technologies les plus avancées. Et les PED qui sont caractérisés par la faiblesse de leurs ressources en R&D sont alors dépendants des MNE étrangères pour l'accès à la technologie moderne. C'est en fait via le progrès technique que l'IDE stimule la croissance (FINDLAY, 1978). L'IDE fait ainsi croître le taux de progrès technique dans le pays hôte à travers l'effet de contagion venant des technologies plus avancées, des pratiques managériales, utilisées par les firmes étrangères. La présence des entreprises multinationales crée à moyen et à long terme des *spillovers* technologiques. Il y a *spillovers* selon BLOMSTRÖM et KOKKO (1998) lorsque les MNE ne peuvent pas extraire la rente totale ou internaliser les effets bénéfiques de leur présence dans le pays d'accueil. Ainsi, la technologie et la productivité des firmes d'accueil s'améliorent-elles lorsque les firmes étrangères entrent sur le marché local en apportant des technologies nouvelles, en procurant l'assistance technique à leurs partenaires locaux et en formant les travailleurs et les managers qui seront ultérieurement engagés par les firmes locales

(TOUFIK et BOUOYOUR, 2002). La présence de multinationales devrait stimuler la concurrence dans le pays hôte et inciter les entreprises locales à améliorer leurs capacités d'apprentissage. De même, la pression compétitive exercée par les firmes étrangères force les firmes locales à opérer plus efficacement et à introduire dans leur processus de production de nouvelles technologies. Cet effet de contagion peut s'étendre au-delà du secteur concerné par l'investissement direct, dans la mesure où les biens au contenu technologique plus sophistiqué requièrent notamment la fourniture de services locaux de qualité, reposant sur des normes plus élaborées (FOSTO NDEFO, 2003).

La dépendance du taux de croissance à l'état de la technologie intérieure par rapport à celle du reste du monde a été aussi soulignée par BOREINSZTEIN et *al* (1995). Selon ces derniers, le taux de croissance dans les PED est en partie expliqué par le processus de rattrapage au niveau technologique. Ils expliquent, dans un modèle typique de diffusion technologique, que le taux de croissance économique du pays en retard dépend de l'étendue de l'adoption et de l'implantation des nouvelles technologies qui sont déjà en utilisation dans les pays avancés. Cette diffusion implique la transmission des idées qui se fait non seulement à travers l'importation des produits à haute technologie et l'adoption des technologies étrangères, mais aussi et surtout par l'investissement direct étranger qui est considéré comme un canal important par lequel les PED peuvent avoir accès à la technologie avancée. Une meilleure utilisation de ces ressources technologiques conduit à terme à une croissance de type intensif, car l'IDE a un effet cyclique vertueux sur l'amélioration technique d'un pays (KOKKO et BLOMSTRÖM, 1995). Il est censé améliorer l'efficacité globale de l'économie à travers différents canaux. C'est justement pour atteindre cet objectif que les pays en développement recherchent activement à attirer les flux d'IDE.

B. Les coûts liés à l'IDE

Comme ci-dessus mentionné, les coûts liés à l'investissement direct étranger sont sous-estimés, et parfois passés sous silence. Cependant aucun avantage n'est aussi automatique. Cela requiert certaines exigences et conditions minimales auxquelles le pays hôte doit se soumettre ou faire face pour attirer lesdits investissements. Et dans le même temps, l'entrée des capitaux étrangers peut affecter les équilibres macroéconomiques du pays hôte.

1. Les exigences de performance

Les exigences de performances peuvent couvrir tous les aspects de l'investissement. Elles peuvent se présenter comme une barrière à l'entrée de l'IDE sur le territoire pour en limiter son expansion ou comme une condition à l'instauration de quelque avantage. Elles sont une sorte de

mesures opérationnelles propres à chaque pays puisque certains pays sont moins conducteurs des effets positifs de l'IDE. Selon le CNUCED, elles peuvent être classifiées en trois catégories : les premières sont celles qui sont explicitement prohibées par les accords de l'OMC parce qu'en contradiction avec les articles III et XI de la GATT (1994). Les secondes sont celles qui aussi explicitement prohibée, conditionnée ou découragée par les accords interrégionaux, régionaux ou bilatéraux (mais pas multilatéraux). Et la troisième catégorie couvre les exigences qui ne sont objet de contrôle par aucun accord international sur l'investissement. L'application des ces exigences dépend selon les pays car étant conditionnée par la poursuite des objectifs propres à chaque pays. Elles servent notamment à réguler le marché, par exemple pour remédier aux distorsions créés par l'intervention de l'Etat dans l'économie. Les objectifs pour lesquels les exigences sont introduites sont :

- le renforcement de la base industrielle et l'augmentation de la valeur ajoutée,
- la génération d'emploi et la formation de la main d'œuvre locale,
- l'utilisation dans une certaine proportion donnée des ressources locales,
- la promotion du développement régional,
- le transfert technologique,
- et de plus en plus aujourd'hui, le respect des normes écologiques.

Mais pour atteindre ces objectifs, le pays d'accueil se soumet aussi à un certain nombre d'exigences souhaitées par les pays investisseurs. Et pour ce qui est de celles-ci, il s'agit :

- de la structure financière et de la taille du marché du pays, de façon que des économies d'échelle puissent être réalisables. Pour la structure financière, l'importance de la dette extérieure joue un rôle capital car elle permet de juger de la capacité de la solvabilité d'un pays. La taille du marché étant un facteur d'attraction déterminant de l'IDE, elle peut être un obstacle considérable aux entrées de capitaux dans la région ;
- la mise en place de politiques libérales devrait viser la protection de l'investissement ;
- du niveau d'éducation de la force de travail que les économistes mesurent par les taux de scolarisation ou le nombre moyen d'années de scolarisation au primaire ou au secondaire par individu. Celui-ci doit être élevé pour faciliter la formation de la main-d'œuvre et la diminution des coûts aux entreprises ;
- du niveau de développement des infrastructures comme les télécommunications, les routes, etc. Ils participent à la réduction des coûts d'exploitations aux investissements ;

- du faible niveau du risque pays⁴. Il s'agit ici de la stabilité aussi bien politique que financier. Plus le niveau est faible, plus le pays est considéré comme « à risque ».

2. Les risques de déséquilibres macroéconomiques

L'IDE comporte aussi des inconvénients pour le pays d'accueil notamment des effets néfastes sur les plans économique et politique. Parmi les effets présumés sur l'économie, on peut citer des déficits de la balance des paiements, une diminution des activités nationales de recherche-développement, un recul de la concurrence, une éviction des entreprises nationales et une baisse de l'emploi. L'IDE peut aussi avoir des effets néfastes sur le climat de l'investissement intérieur; en particulier lorsqu'il est concentré dans le secteur des matières premières. Il peut en effet avoir des conséquences macroéconomiques négatives, liées surtout à l'appréciation du taux de change, qui peuvent compromettre les perspectives de diversification dans des secteurs plus dynamiques de production manufacturière. L'IDE peut entraîner des conséquences telles que la détérioration des balances de paiements puisque les profits sont rapatriés. Les entrées de capitaux sous la forme d'IDE peuvent procurer des avantages, mais l'ampleur des sorties ultérieures de bénéfices dégagés par l'investissement peut être telle que le coût de l'IDE peut s'avérer considérable. Des effets microéconomiques négatifs sont concevables sur la concurrence nationale et les activités locales de recherche-développement. En effet, la production de nouvelles filiales étrangères peut s'avérer bénéfique, mais cela peut être au détriment de la production d'entreprises locales. De même, l'augmentation des exportations peut exiger un accroissement des importations de matières ou de composants. Dans le même temps, lorsque l'entreprise ne crée pas de nouveaux actifs, mais reprend des actifs locaux, il peut être particulièrement difficile de discerner les avantages nets, sauf peut-être en cas d'ouverture de nouveaux marchés extérieurs

D'autres coûts pour les pays sont les avantages fiscaux accordés aux entreprises. Ces derniers représentent un manque à gagner pour les pays en développement, notamment certains pays africains, dont les recettes budgétaires sont essentiellement fiscales. D'autres taxes et impôts — impôt sur la propriété, taxe à la valeur ajoutée (TVA) sur le matériel importé, droit de timbre, etc. — étaient autrefois appliqués mais ont par la suite pour l'essentiel été éliminés afin de ne pas décourager les investisseurs. Des exonérations fiscales temporaires sont également proposées dans certains pays, bien que ce soit sans doute la façon la moins souhaitable d'attirer des IDE dans le secteur. De telles mesures encouragent en effet les entreprises à extraire d'aussi grandes quantités

⁴ Le risque pays est un indice qui se calcule à partir d'un certain nombre de variables comme l'**homogénéité sociopolitique, la stabilité du gouvernement en place, le risque de renversement du régime et le risque de guerre. On distingue aussi le risque financier. Consulter le site : www.izf.net.**

que possible au cours de la période de grâce et à cesser leur activité dès que cette période s'achève ce qui procure des gains exceptionnels aux investisseurs mais laisse les gouvernements sans revenus et au contraire souvent avec la charge de coûts environnementaux et sociaux à long terme. Un problème persistant pour les pays en développement est que lorsque les impôts concernant principalement ou uniquement les bénéficiaires des entreprises, les gouvernements ont du mal à évaluer le niveau de bénéficiaires déclaré par les sociétés transnationales.

SECTION 2 : ANALYSE SYNOPTIQUE DE L'ECONOMIE BENINOISE

Les performances économiques ont connu des changements en fonction de l'entrée des capitaux. Cette section est consacrée à l'analyse des performances macroéconomiques du pays suivant les fluctuations des capitaux.

A. Aperçu général

Située en zone humide et côtière de l'Afrique de l'Ouest sur une superficie de 115 762 km² avec une population de 6 752 569 habitants en 2002 (58 habitants au Km²), la République du Bénin fait partie des PMA encore appelés pays à faible revenu. Son économie repose sur les trois piliers fragiles que sont : l'agriculture vivrière, la production du coton et le commerce régional. Au cours des cinq dernières années (1998-2002), le taux de croissance du Produit intérieur brut est resté quasiment stable autour d'une moyenne annuelle de 5 %; mais cette performance est contrebalancée par une croissance rapide de la population au taux de 3,2 % (1992-2002). La pauvreté est au Bénin un phénomène massif qui touche environ le tiers de la population, soit 2 250 856 personnes environ en 2002. Malgré les réformes de politique économique en cours depuis la fin des années 80, la structure caractéristique du PIB n'a pas changé. La contribution des différents secteurs à sa formation est de 35 % au plus pour le primaire, moins de 15 % pour le secondaire et autour de 50 % pour le tertiaire. Les trois secteurs emploient respectivement 54, 10 et 36 % de la population active (BDF, 2002). Il s'agit d'une petite économie ouverte que la faiblesse de la base productive rend très vulnérable aux chocs extérieurs comme les fluctuations des prix du coton, de l'énergie (électricité et hydrocarbures), ainsi que le taux de change et les termes de l'échange (FMI, 2002).

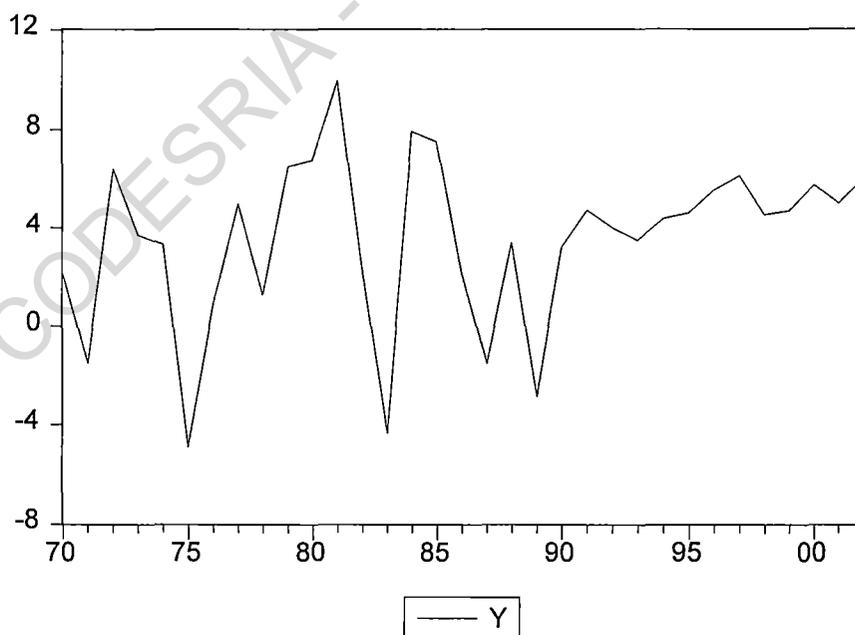
B. Les performances macroéconomiques

Après une profonde crise économique à la fin des années 1980, le Bénin a abandonné le système économique centralisé et a opté pour une économie de marché. Le processus de transition

vers une économie libérale a entraîné de profondes réformes. Ceci a permis la mise en place d'un nouvel environnement plus favorable à l'investissement privé. Ainsi donc, depuis le premier plan d'ajustement structurel (PAS) du Fonds Monétaire International (FMI) en 1989, constate-t-on une nette amélioration des équilibres macroéconomiques, comme on le remarque avec l'évolution du taux de croissance du PIB réel. Ce dernier a connu une évolution en dents de scie : de 1970 à 1989, la croissance a été très instable allant jusqu'à des valeurs négatives tandis qu'elle est régulière et stable depuis 1990.

Malgré la dévaluation du franc CFA en 1994, la valeur des importations demeure trois fois supérieure à celle des exportations, traduisant ainsi la position déficitaire de la balance commerciale. Ce sont les transferts de capitaux internationaux (aide internationale, transferts privés...) qui ont permis de contrebalancer ce déficit qui reflète le caractère mono-produit (notamment le coton) des exportations et le rôle encore faible du secteur industriel dans l'économie béninoise. Disposant de ressources naturelles limitées et d'un marché intérieur de taille réduite, le Bénin a choisi de miser sur un programme de privatisation et de libéralisation de certains secteurs afin de promouvoir les IDE. L'instauration d'un climat des affaires plus favorable, ainsi que la création du CPI et du Centre de Formalités des Entreprises (Guichet Unique) ont donné rapidement des résultats encourageants.

Graphique I.1 : Evolution du taux de croissance au Bénin de 1970 à 2002



La situation économique du Bénin a, dans l'ensemble, connu une évolution favorable sur les six dernières années. Ainsi, sur la période 1996-2001, le pays a connu une croissance moyenne de 5,3%, et n'a enregistré qu'une inflation de 3,6%. Cette croissance économique est essentiellement

due à un taux d'investissement de l'ordre de 17,8% en moyenne que le faible niveau d'épargne nationale représentant 11,2% du PIB, n'a pas suffi à financer. En conséquence, les paiements extérieurs courants ont, sur la période, affiché un déficit correspondant en moyenne à 6,6% du PIB.

C. Entrées des capitaux étrangers

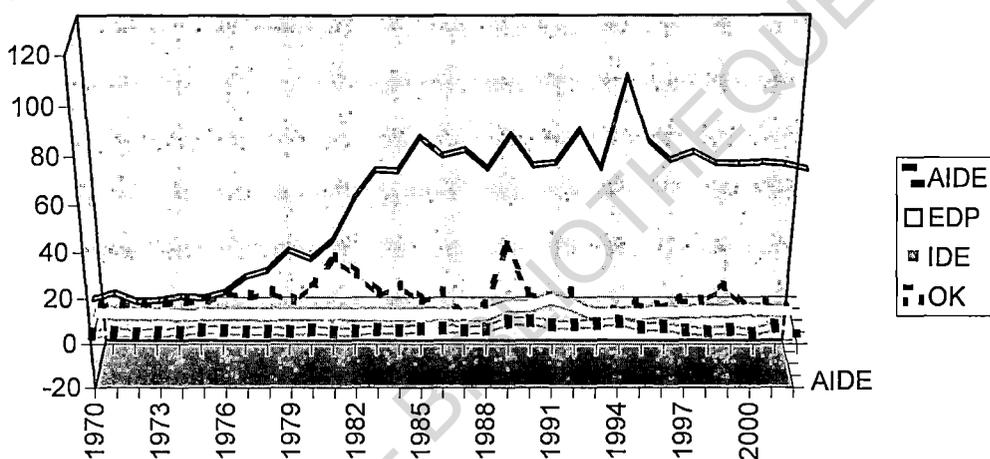
Comme l'indique la figure ci-dessous, les apports globaux de capitaux (dette, aide publique et autres capitaux) sont passés par trois phases distinctes depuis les années 70. Entre 1970 et le début des années 80, les entrées totales ont augmenté rapidement notamment pour la dette extérieure. Quant aux flux d'IDE, ils étaient restés quasi inexistantes sur la période. Cette expansion s'est arrêtée brusquement vers la fin des années 80, avec la crise de la dette et la diminution de la part des capitaux privés dans les entrées totales. Dans les années 90, en l'occurrence entre 1990 et 1992, on a assisté à une forte progression des entrées totales de capitaux, grâce au dynamisme des flux privés, notamment de l'investissement de portefeuille et de l'investissement étranger direct. Cependant la source de capitaux au Bénin reste principalement le recours à la dette extérieure (EDP⁵) qui domine tous les autres types de capitaux extérieurs y compris l'IDE. Les autres capitaux (OK) regroupant aussi bien les investissements en portefeuille et autres transferts privés sont aussi plus importants que l'IDE. Au cours de la période 1990-2000, le Bénin a bénéficié d'environ 1420,7 milliards F CFA au titre de l'aide publique au développement (APD) provenant aussi bien de partenaires multilatéraux, que bilatéraux. En termes réels, l'APD s'est accrue de façon modérée entre 1990 et 1995 (soit une moyenne annuelle de 2,4%) tandis qu'elle a accusé une croissance rapide entre 1995 et 2000 (soit un taux annuel moyen de 15,2%). L'APD et l'IDE drainés vers le Bénin au cours de la décennie 90 ont en général suivi le même mouvement évolutif, surtout à partir de la deuxième moitié de la période. L'APD a connu une augmentation d'environ 9% en moyenne annuelle alors que les flux d'entrée d'IDE s'accroissaient de près de 7%. Il est donc évident que APD et IDE se complètent dans leur esprit. Cependant, l'APD a amorcé une tendance à la baisse cette dernière décennie sans que l'IDE puisse combler cet amenuisement.

Il est généralement admis que pour obtenir une amélioration marquée des niveaux de vie et une réduction sensible de la pauvreté, les économies africaines doivent conserver un taux de croissance annuel d'au moins 6 % pendant un nombre considérable d'années. Le Bénin a pu maintenir un rythme de croissance élevée sur une décennie sans pour autant atteindre le seuil de 6%, la moyenne a été seulement de 5 %. Les objectifs de taux de croissance économique et du taux d'investissement public financé sur ressources internes (propres) sont peut-être optimistes mais difficilement réalisables compte tenu de la faiblesse du niveau du taux d'épargne. S'il existe sans

⁵ En pourcentage du PIB

doute quelques possibilités de mobiliser des ressources intérieures pour se rapprocher du rythme d'accumulation du capital nécessaire, l'apport de ressources extérieures est crucial pour atteindre un rythme de croissance aussi rapide. De fait, la dépendance vis-à-vis de l'extérieur semble s'être accrue dans les années récentes, même en ce qui concerne l'IDE. On constate d'ailleurs qu'à partir de la deuxième moitié des années 90, son évolution est presque semblable à celle du taux de croissance.

Graphique I.2 : Comparaison des flux de capitaux entrants au Bénin de 1970 à 2002



SECTION 3 : Entrées des IDE : EVOLUTION ET REPARTITION

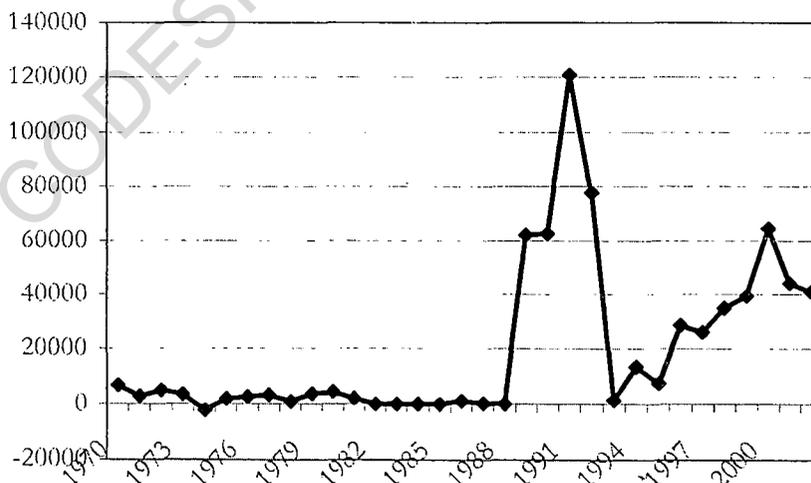
Les investissements directs étrangers viennent renforcer la capacité du pays à promouvoir la base productive. C'est à ce titre que les pays en développement ont fait de la promotion des IDE un cheval de bataille pour stimuler les flux de capitaux nécessaires pour financer la croissance ou la diversification de leurs économies. En effet, les ressources relatives aux IDE constituent la source de financement la plus stable et la moins onéreuse, la politique d'implantation d'une entreprise étant généralement dictée par la conquête de meilleures conditions de marchés ou des facteurs de production à moindres coûts. Ils contribuent à mettre en valeur le patrimoine national, à stimuler la création d'emplois, à améliorer la productivité et la compétitivité de l'économie à travers la technologie et l'expertise importées. Cependant, pour que l'investissement puisse apporter autant d'avantages à l'économie béninoise, un minimum de dispositions tout aussi économiques est requis.

Avant d'arriver à ressortir les avantages et les coûts liés à l'IDE, il convient d'étudier son évolution et sa répartition dans le temps.

A. Evolution des IDE

En 1972, l'instauration d'un régime marxiste-léniniste a conduit à un vaste programme de nationalisations, qui s'est traduit par la prédominance de l'Etat dans tous les secteurs de l'économie. Les entreprises nationalisées, la plupart du temps intensives en capital, ont bénéficié pendant longtemps d'un monopole et d'un niveau de protection élevé. Par conséquent, les investissements directs étrangers au Bénin ont été pratiquement inexistants jusqu'en 1989 (voir graphique I.1). La fin du régime marxiste-léniniste a permis aux nouvelles autorités démocratiques béninoises de rétablir les équilibres macroéconomiques, d'accélérer l'intégration du pays dans l'économie mondiale et d'améliorer le cadre de l'investissement. Cette politique de réformes a également été à l'origine de la privatisation de nombreuses entreprises publiques et de l'ouverture de certains secteurs (banques, tourisme, etc.). Les flux d'IDE ont ainsi augmenté rapidement pour atteindre un pic en 1991 avec 120 millions de dollars, mais ils ont chuté aussi rapidement en 1993 et 1994. Depuis, la progression des IDE a été plus lente. En 1995 le flux ne dépassait pas 8 millions de dollars pour de nouveau repartir ces dernières années (61 millions de dollars en 1999).

Graphique I.3 : Evolution des flux d'IDE au Bénin de 1970 à 2002



Source : Global Development Finance, CD-ROM 2004

Comparée au total des IDE nets reçus dans la zone UEMOA, la part du Bénin fluctue amplement. En effet, en 1992, elle a atteint un record de 92% des IDE de la zone alors qu'elle

n'était que de 13,94% en 1991 et de 26% en 1993. Ce ratio a baissé jusqu'en 1996 avant de remonter à nouveau. La part dans le total de la CEDEAO a également baissé entre 1992 et 1993, passant de 3,16% à -1%. Les flux d'IDE enregistrés au cours de la décennie écoulée ont porté pour l'essentiel sur les acquisitions d'entreprises existantes en liaison avec le programme de privatisation, sur de nouvelles implantations d'unités de production ainsi que sur les prises de participations. A titre d'exemple, avec la politique de privatisation, les investisseurs étrangers ont racheté 52 % des actions cédées par l'Etat⁶.

B. Répartition sectorielle des IDE

L'absence de données concernant la ventilation des IDE par secteurs constitue une limite majeure pour toute analyse des flux d'investissement au Bénin. Cependant, afin d'avoir un cadre significatif de la problématique, il est possible d'analyser la distribution sectorielle des projets d'investissement réalisés au Bénin en vertu des privatisations⁷. A cet égard, comme l'indique le tableau I.1, la grande majorité des entreprises publiques qui ont trouvé un repreneur étranger appartenait au secteur de l'agroalimentaire (49%), suivi par le secteur du ciment (23%), des huileries (20%), du tabac (5%), de l'hôtellerie (2%) et du textile (1%). L'étude des projets d'investissement agréés aux opérateurs étrangers, c'est-à-dire ceux qui ont bénéficié de l'octroi d'avantages fiscaux prévus par le Code des Investissements, permet de compléter l'analyse de la distribution sectorielle des IDE destinés au Bénin, dans la mesure où elle prend en considération un certain nombre d'investissements de type "greenfield"⁸, lesquels occupent une place progressivement plus importante au Bénin depuis 1999. Selon cette analyse, la branche dominante est l'industrie textile (cf. Graph I.4) suivie respectivement de l'industrie alimentaire, de l'industrie de transformation du bois et de l'industrie chimique.

Les investissements étrangers au Bénin proviennent essentiellement d'Europe, tout particulièrement de France. En effet, en 1999, les investissements français au Bénin s'élevaient à 8,5 millions de dollars⁹. Les entreprises françaises sont particulièrement actives dans le secteur des travaux publics, des transports, de l'hôtellerie, des hydrocarbures et des industries agroalimentaires. Quant aux IDE régionaux, bien que faibles en volume, ils tendent à s'accroître avec l'avènement du marché boursier régional. A titre d'exemple, on peut citer le rachat de la SONICOG (huileries) par le groupe SIFCA (Côte d'Ivoire), l'installation de l'assureur NSAB et la reprise de quelques usines

⁶ D'après le Bilan des privatisations 1990-2000 fait par la Commission Technique de dénationalisation, décembre 2000

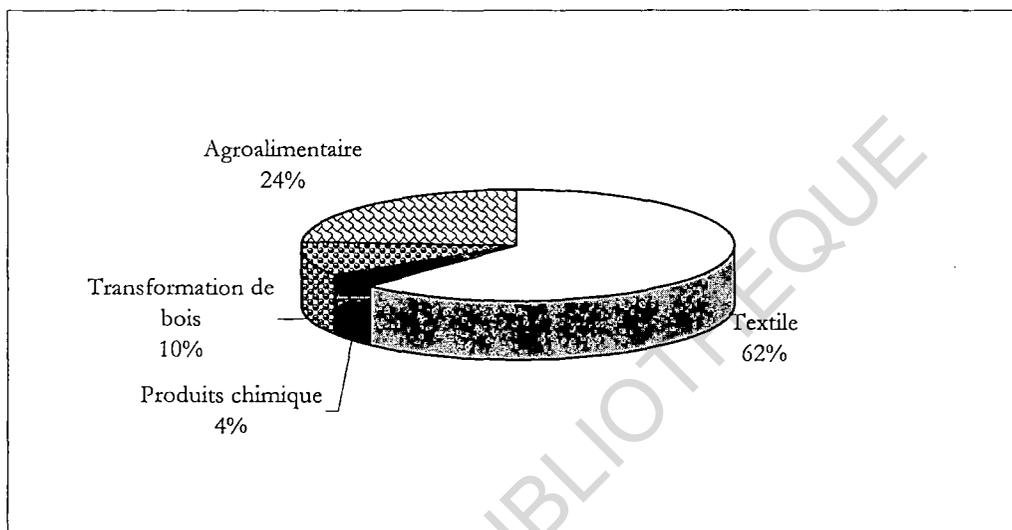
⁷ CNUCED (2004), " Examen de la politique de l'investissement au Bénin"

⁸ Voir Chapitre 2 pour définition.

⁹ UNCTAD: FDI in LDCs at a glance, 2003

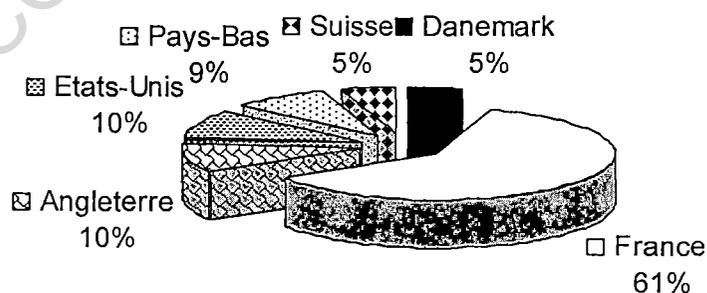
d'égrenage par des capitaux ivoiriens et maliens. Bien que le Nigeria soit le premier partenaire commercial du pays, les investisseurs nigériens n'ont pas été particulièrement actifs au Bénin jusqu'à présent. Le fait que les échanges commerciaux avec le Nigeria se déroulent essentiellement dans le circuit informel contribue à expliquer la faible présence des investisseurs nigériens.

Graphique I.4 : Répartition des projets d'investissements agréés aux opérateurs étrangers par branche d'activité entre 1992 et 2003



Source : CPI, 2004

Graphique I.5 : Principaux investisseurs étrangers au Bénin



Source: CNUCED – FDI in Least Developed Countries at a glance, 2002.

C. Performance de l'IDE au Bénin

Une analyse de la performance du Bénin en terme d'IDE par 1000 dollars du PIB (Cf annexe 7) nous indique qu'au début des années 1990, le pays a connu une phase très dynamique en matière de flux entrants d'IDE (un record de 65 dollars par 1000 dollar du PIB en 1991, presque sept fois supérieure à la moyenne des PMA). Cette première phase prend fin en 1993 quand les flux d'IDE ont chuté d'une manière spectaculaire. Pendant la deuxième période (de 1993 à 1998), les performances du Bénin ont été généralement inférieures à la moyenne des pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ou des autres PMA. L'indice de performance établi par la CNUCED place néanmoins le Bénin au rang de 82^{ème} mondial devant le Nigeria et la Côte d'Ivoire et juste après l'Afrique du Sud (CNUCED, 2004)

Quant à la contribution de l'IDE au PIB, elle est demeurée faible, les flux cumulés sur la période 1990-2000, s'élevant seulement à 178,0 milliards F CFA, soit 1,6% du PIB. Rapportée à l'ensemble des investissements privés, elle n'a représenté que 9% du total. Malgré cela, l'IDE a contribué à propulser l'investissement privé national sur la période 1990-1992, atteignant une moyenne de 52,3% du total. Mais cet effort s'est pratiquement effrité entre 1993 et 1997, oscillant entre 4 et 5% seulement. A partir de 1998, la tendance s'est à nouveau inversée, le niveau des IDE ayant atteint 12,4% du total des investissements privés en 1998 et environ 17% en 2000.

Tableau I.1 : Contribution des IDE au PIB et à l'investissement privé (en %)

Année	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
IDE/PIB	3,4	6,40	3,60	0,10	0,90	0,70	0,60	0,60	1,40	1,70	2,00
IDE/Inv. privé	45,33	78,05	36,73	0,98	8,33	6,25	5,41	5,17	11,29	13,39	16,95
IDE/Inv int. brut	0,38	4,78	3,13	3,09	2,12	0,25	9,53	6,82	8,50	-	-

Source : "Statistiques Financières Internationales" du FMI, édition Avril 2002 et de la balance des paiements de la BCEAO et WDI 2000.

Sur le plan de l'emploi, la quasi-absence de données en la matière rend difficile toute évaluation de l'impact de l'IDE sur le niveau d'emploi au Bénin. L'analyse du processus de

privatisation permet néanmoins une approximation de cet impact, à la lumière du rôle important joué par les privatisations dans l'attraction de l'IDE au Bénin jusqu'à la fin des années 1990. Ainsi, la plupart des grandes cessions d'actifs faites auprès des repreneurs étrangers se sont négociées avec la reprise, en général partielle mais significative, des salariés des anciennes entreprises publiques. Cependant, le fait que le secteur industriel ait bénéficié jusqu'à présent de la grande majorité des IDE destinés au Bénin fait en sorte que les retombées positives de ces derniers sur l'emploi et sur l'économie béninoise dans son ensemble ont été négligeables. A ce sujet, il convient de rappeler que l'agriculture emploie 80% de la population active. Dans ce contexte, la libéralisation du secteur de coton pourrait constituer un enjeu majeur pour l'attraction d'investisseurs étrangers et le développement du secteur primaire.

D. Les politiques d'incitation

1. Les politiques nationales et régionales

Le Bénin a procédé, depuis une décennie environ, à une libéralisation des politiques nationales afin de créer un cadre réglementaire accueillant pour l'IDE en assouplissant le régime applicable à l'entrée sur le marché et aux participations étrangères, et en améliorant le traitement accordé aux firmes étrangères ainsi que le fonctionnement des marchés. En effet, l'IDE comme l'investissement privé d'une manière générale d'ailleurs, ne se développe que dans un environnement où les règles de jeu économiques sont bien définies et respectées et où la compétition est librement arbitrée. Sa politique commerciale est désormais officiellement ouverte sur l'extérieur et favorable à l'intégration dans la région et dans le commerce mondial. Cette politique d'ouverture commerciale a permis d'accroître les échanges et de bénéficier des mouvements de capitaux. Elle s'est aussi traduite par un vaste programme de dénationalisation et de privatisation qui a été entrepris dans le cadre de la Loi N°92-023 du 6 Août 1992 et qui définit les principes de dénationalisation et des transferts de propriété d'entreprise du secteur public au secteur privé.

En ce qui concerne la politique de l'investissement, le cadre de l'investissement joue un rôle important dans l'attraction des IDE. A cet effet, le Code des Investissements est un instrument privilégié qui aujourd'hui offre aux partenaires privés étrangers des avantages appréciables. Le Bénin dispose depuis 1990 d'un code des investissements¹⁰ et de codes sectoriels qui instaurent un traitement égal des firmes, indépendamment de leur nationalité et garantit aux entreprises, une liberté de gestion et de transfert des capitaux, une liberté d'entrée, de séjour, de circulation et de sortie. Certaines dispositions de ce Code permettent aux entreprises

¹⁰ Loi n°90-002 du 09 Mai 1990.

(notamment étrangères) de bénéficier des régimes privilégiés donnant droit à des avantages douaniers et fiscaux. Afin d'inciter la libre concurrence, les entreprises publiques ou privées, de nationalité béninoise ou étrangère, bénéficient au titre du Code des Investissements des mêmes droits. Elles sont également soumises aux mêmes obligations. Il est mentionné qu'il n'y a pas de limite concernant la participation étrangère au capital d'une société établie au Bénin dans les secteurs couverts par le Code des investissements.¹¹ Le concept de zone franche industrielle (ZFI) au Bénin repose sur une combinaison de zones franches géographiquement délimitées ainsi que de points francs et d'entreprises franches. Ainsi, toute entreprise remplissant les conditions pour obtenir les statuts de la ZFI peut s'installer dans le lieu de son choix sur l'ensemble du territoire national et bénéficier des avantages prévus par le régime de ZFI. L'objectif principal poursuivi par le gouvernement béninois repose sur l'idée de faire du Bénin "une plate-forme d'attaque du marché sous-régional", en lien avec sa proximité avec le Nigeria, principal partenaire commercial du Bénin.

Quant à la fiscalité des affaires, elle a été simplifiée et rationalisée dans le cadre de l'harmonisation des règles et législations des pays membres de l'UEMOA en vue de renforcer le marché commun ouest africain. La pression fiscale sur les entreprises béninoises se situe dans la moyenne des impositions pratiquées dans l'Union, mais est élevée par rapport au niveau de développement du pays¹². En particulier, la TVA et l'impôt sur les sociétés semblent pénaliser excessivement les opérateurs privés (voir tableau I.2 ci-dessous). Ceci peut être préjudiciable aux entreprises béninoises et aux sociétés transnationales (STN) qui supportent une fiscalité peu compétitive par rapport aux autres pays de la sous région et notamment le Sénégal et la Côte d'Ivoire qui demeurent les principaux pays hôtes d'IDE de l'UEMOA.

Les entreprises transnationales qui cherchent à investir ne se contentent pas d'un cadre d'accueil ultra-perfectionné et de mesures de réduction des coûts d'activité, elles recherchent aussi la combinaison de coûts réduits et de vastes marchés qui pourra les aider à maintenir leur avantage compétitif. Le potentiel des IDE au niveau régional demeure significatif et pourrait être mis en valeur par le biais d'une coopération plus étroite dans le cadre de la CEDEAO et surtout de l'UEMOA. A cet effet, le Bénin est actuellement membre de ces deux unions. Toutefois, seule l'UEMOA, grâce à l'accélération du processus d'intégration économique (le TEC) et à l'adoption d'une monnaie commune (le franc CFA), offre de véritables opportunités d'exportation pour les produits béninois. Pour ce qui est donc des politiques régionales, l'adoption par les pays de l'UEMOA d'un régime préférentiel des échanges et du tarif extérieur commun permet aux investisseurs étrangers implantés

¹¹ De telles limites existent dans le cadre de codes sectoriels, tels que les télécommunications, le coton, l'électricité qui ne sont pas couverts par le Code des investissements.

¹² UNCTAD, Examen de la politique de l'investissement : Bénin, 2004.

au Bénin et aux potentiels investisseurs d'accéder à un marché régional plus vaste. Il convient de mentionner à ce sujet que l'UEMOA représente un marché commun de 70 millions d'habitants. Le Bénin est membre de l'OMC, participe à l'accord de partenariat ACP-UE et est éligible à bénéficier de la loi sur les opportunités et la croissance africaine (AGOA) qui permet l'accès préférentiel des produits africains au marché des Etats-Unis. En matière d'accès des produits béninois aux marchés internationaux, l'adhésion du Bénin à l'OMC, en 1996, demeure une étape décisive. En effet, elle a contribué considérablement à la mise en place d'un environnement national plus favorable aux IDE.

Tableau I.2 : Fiscalité dans les pays de l'UEMOA

	IMPOTS SUR LES SOCIETES	IMPOTS SUR DIVIDENDES	TVA
BENIN	38%	18%	18%
COTE D'IVOIRE	30%	10%	15%
MALI	35%	10%	18%
SENEGAL	35%	10%	18%
BURKINA FASO	35%	25%	18%
GUINEE BISSAU	35%	25%	15%
TOGO	40%	20%	18%
NIGER	42,50%	18%	19%

Source : www.uemoa.int

L'adhésion à l'OMC a aussi amélioré la perception des opérateurs étrangers quant à la réelle volonté des autorités politiques nationales de compléter la transition vers l'économie de marché. Par ailleurs, les accords de l'OMC contiennent de nombreuses dispositions qui prévoient un traitement spécial et différencié pour les pays en développement et les pays les moins avancés (PMA) tels le Bénin. Ainsi, le Bénin pourrait obtenir des avantages supplémentaires, dans la mesure où tous les accords de l'OMC reconnaissent que les PMA doivent bénéficier de la plus grande flexibilité possible dans leur application¹³.

2. Les éléments d'attractivité

Le cadre général de l'IDE n'est qu'un des déterminants de l'implantation de l'investissement parmi les pays hôtes. Il faut aussi tenir compte d'autres facteurs susceptibles d'influer sur les choix d'implantation des investisseurs. Les conditions d'accueil de l'IDE tendant à s'uniformiser, les pays qui cherchent à encourager les entrées d'investissements s'attachent à améliorer le climat des affaires, au moyen de mesures en faveur de l'investissement et d'améliorations des infrastructures.

¹³ En 2002, l'OMC a adopté un programme de travail pour les pays les moins avancés, qui comporte plusieurs points : amélioration de l'accès aux marchés ; assistance technique accrue ; soutien aux organismes qui s'emploient à diversifier l'économie des pays les moins avancés ; aide pour suivre les travaux de l'OMC ; et accélération du processus d'accession pour les pays les moins avancés qui ont engagé des négociations en vue de devenir membres de l'OMC.

La propriété intellectuelle revêt un aspect capital pour l'attrait des capitaux étrangers, notamment les IDE. Conscient de cette condition, le Bénin est membre, avec 14 autres pays africains, de l'Organisation Africaine de la Propriété Intellectuelle (OAPI)¹⁴ dénommée Convention de Bangui. Ce traité a institué un régime de protection juridique communautaire, les titres de protection délivrés dans un Etat membre de l'Union produisent automatiquement leur effet dans chacun des autres Etats membres de l'OAPI¹⁵. Le développement du secteur privé s'appuyant sur l'intégrité et la sécurité de la propriété intellectuelle privée, il convient que l'Etat en assure la protection afin de donner confiance aux potentiels investisseurs. L'assistance à la propriété intellectuelle revêt par conséquent une priorité notamment dans les secteurs dynamiques comme l'informatique, les télécommunications où la technologie représente un facteur de compétitivité de premier ordre pour la création de nouveaux produits.

Le niveau de formation des ressources humaines et le développement des capacités d'entrepreneuriat de la population sont des déterminants essentiels de tout choix de localisation des IDE. Le Bénin toutefois semble caractérisé par des retards significatifs dans ces domaines. En effet, sur une population totale de 7,25 millions d'habitants, la main d'œuvre active de 2,8 millions de personnes est l'une des plus petites en Afrique Occidentale. Néanmoins, la croissance annuelle moyenne de 2,7%, enregistrée lors des deux dernières décennies, devrait se maintenir pendant la décennie à venir. Ainsi, le Bénin devrait bénéficier d'un taux de croissance du marché du travail plus rapide par rapport aux autres pays d'Afrique Occidentale, ce qui constitue une opportunité pour attirer les IDE intensifs en main d'œuvre.

¹⁴ Les pays membres de l'OAPI sont : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Centrafrique, Congo, Côte d'Ivoire, Gabon, Guinée, Guinée Bissau, Mali, Mauritanie, Niger, Sénégal, Tchad et Togo.

¹⁵ Ils portent sur les droits de propriété intellectuelle suivants : Les brevets d'invention, les modèles d'utilité, les marques de produits et de services, les dessins et modèles industriels, les noms commerciaux, les appellations d'origine, le droit d'auteur et les droits voisins.

CHAPITRE 2 : CORRELATION ENTRE IDE ET CROISSANCE : UNE REVUE DE LA LITTÉRATURE.

Après les travaux pionniers de HYMER (1960) et de BREMS (1970), la question du rôle de l'investissement étranger direct sur les agrégats macroéconomiques a suscité beaucoup d'intérêts. Mais, c'est l'explosion des IDE dans les années 80 et 90, spécialement en direction des PED (la Chine à elle seule a reçu près de 30% du total des flux¹⁶), qui a inspiré un flot de littérature abordant l'impact de l'IDE sur la dynamique de croissance des pays récipiendaires. Les IDE étant des mouvements de capitaux (entrées et sorties), ils peuvent influencer d'une manière ou d'une autre sur la croissance du pays récipiendaire.

Pour soutenir et étayer la théorie de l'impact de l'IDE sur la croissance qui diffère selon les courants économiques, de nombreuses applications économétriques ont été réalisées. Elles ont eu pour objectif de juger la pertinence de cet impact celui-ci reste un sujet à controverse parmi les auteurs. Pour certains (CAMPOS et KINOSHITA, 2002 ; BORENSZTEIN et al, 1998 ; BLOMSTRÖM et al, 1992 ; etc.), cette relation paraît claire, même si parfois cet impact est conditionné par d'autres variables telles que le capital humain, l'ouverture commerciale, etc. Pour d'autres par contre (SALTZ, 1992 ; JACKMAN, 1982 ; etc), elle n'est guère évidente.

Le présent chapitre cherche à passer en revue, autant que possible, l'ensemble des auteurs ayant abordé le sujet. A cet effet, il expose :

- dans une première section, la place de l'IDE dans les deux grandes théories de la croissance ;
- et dans une seconde section, les différents travaux empiriques.

SECTION 1 : L'IDE DANS LES MODELES DE CROISSANCE

Pour comprendre le rôle de l'IED dans la stimulation de la croissance économique, il faudrait comprendre en premier lieu le rôle que joue l'investissement dans l'accroissement de la production. Toutes les théories économiques reconnaissent l'importance de l'investissement. Pour les keynésiens, il est le déterminant principal de la croissance. De même, pour les libéraux, l'investissement permet l'accumulation du capital dont l'utilisation est source de croissance.

¹⁶ BOST, François (1999). "L'Afrique subsaharienne, oubliée par les investisseurs", *Afrique contemporaine*, n° 189, 1er trimestre, 44-61.

Mais l'importance réelle de l'IED sur la croissance diffère de ce qu'il est traité ou non comme l'investissement intérieur. D'où la nécessité d'aborder l'impact de l'investissement étranger direct selon les différents modèles.

A. L'IDE dans les modèles néoclassiques

Dans les modèles néoclassiques de type Solow, l'IDE est traditionnellement conçu comme un ajout au stock de capital dans le pays hôte (BREMS, 1970). Dans cette vision, il n'y a pas de différence substantielle entre capital étranger et capital intérieur. Ce qui permet donc de déduire que l'impact de l'IDE sur la croissance est similaire à celui du capital intérieur.

Pour mieux en saisir l'effet, nous partons de la fonction de production de type Cobb-Douglas caractérisée par les rendements constants. Cette caractéristique permet d'écrire l'équation sous la forme suivante :

$$y = f(k) = k^\alpha \quad (1)$$

Où y et k représentent les variables par tête.

$$\dot{k}(t) = sf(k) - (n + g + \delta)k(t)$$

Avec $s = s_K$. Où s est le taux d'épargne et s_K la propension à investir. A l'état stationnaire, on a :

$\dot{k}(t) = 0$ et on en déduit k^* :

$$k^* = \left[\frac{s_K}{n + g + \delta} \right]^{\frac{1}{1-\alpha}} \quad (2)$$

En introduisant k^* dans l'équation (1) et en faisant une linéarisation, on obtient :

$$\ln y^* = \frac{\alpha}{1-\alpha} \ln s_K - \frac{\alpha}{1-\alpha} \ln(n + g + \delta) \quad (3)$$

$$0 < \alpha < 1$$

$\frac{\alpha}{1-\alpha}$ représente l'élasticité investissement de la croissance, c'est-à-dire que si la propension à investir d'un pays s'accroît d'une unité, la production par tête croît aussi dans une proportion $\frac{\alpha}{1-\alpha}$ %. L'importance de cette augmentation dépendra de la valeur du coefficient du capital α .

Dans la tradition de SOLOW (1956), étant donné les rendements décroissants du capital physique, l'IDE affecte seulement le niveau du revenu et laisse inchangée la croissance à long terme. Pour les néoclassiques, il y a de croissance à long terme seulement à cause du progrès technique et/ou de la croissance de la population, les deux étant considérés comme exogènes. Mais à court terme, elle peut dépendre aussi bien du progrès technique que de l'accumulation du capital. Par conséquent, l'IDE ne peut avoir qu'un effet à court terme sur la croissance, lequel effet dépend de la dynamique du sentier de croissance équilibrée (CAMPOS et KINOSHITA, 2002).

Cependant, les modèles de type Solow n'ont permis d'expliquer ni l'énorme croissance du revenu par tête au cours du temps, ni les différences considérables de revenu par tête entre pays. Une simple accumulation du capital physique, même par l'investissement étranger direct, ne permet pas d'expliquer ce phénomène. Le dépassement de ces types de modèles est devenu une nécessité. En effet, les modèles néoclassiques se limitaient à l'hypothèse que le capital contribue directement à la production et qu'il ne reçoit en contrepartie qu'une rémunération correspondante à son produit marginal. Cette hypothèse fera l'objet d'une remise en cause par la théorie de la croissance endogène dans le but de mieux comprendre les questions du rôle effectif joué par l'investissement étranger direct sur la croissance.

B. L'IDE dans les modèles de croissance endogène

Les modèles de croissance endogène divergent de ceux de type Solow sur deux points : d'une part le progrès technique y est traité comme un facteur endogène et d'autre part, un rôle plus important y est attribué au capital. Les modèles de type Solow traitaient le capital sous sa dimension purement physique et mesuraient son rôle simplement par la part qui lui revient dans le revenu. Or, dans la mesure où l'accumulation du capital crée des externalités positives, la part qui revient au capital dans une économie de marché sous-estime sa contribution à la production (ROMER, 1997).

Dans les modèles de croissance endogène, le rôle de l'IDE va au-delà du simple impact que lui reconnaissait jusque-là la théorie économique. Il peut affecter de façon endogène la croissance, s'il génère des rendements croissants dans la production *via* les externalités et les *spillovers* de production. L'IDE ne représente donc plus seulement une accumulation de capital.

Supposons que le pays récipiendaire a une fonction de production suivante :

$$y = A\Phi(k_d, H) = Ak_d^\beta H^{1-\beta} \quad (1)$$

Où, les lettres en petit caractère sont les variables par tête. H est l'ensemble du stock de connaissance, k_d et k_w sont respectivement le capital intérieur et le capital étranger (IDE) par tête.

β est la part du capital intérieur et a un rendement décroissant, avec $\beta < 1$.

Supposons H de type Cobb-Douglas, c'est-à-dire :

$$H = (k_d, k_w^\alpha)^\eta \quad (2)$$

Où α et η sont les élasticités marginales et inter-temporelles (de substitution ou de complémentarité) entre capital étranger et capital intérieur. $\alpha > 0$ et $\eta < 0$ ou $\eta > 0$.

En combinant les équations (1) et (2), on a :

$$y = Ak_d^{\beta + \eta(1-\beta)} k_w^{\alpha\eta(1-\beta)} \quad (3)$$

Et en dérivant par rapport à t puis en faisant une linéarisation, on obtient :

$$g_y = g_A + [\beta + \eta(1-\beta)]g_d + [\alpha\eta(1-\beta)]g_w \quad (4)$$

g représente le taux de croissance des variables par tête. Et $\alpha\eta(1-\beta)$ est l'élasticité production du capital étranger. En dehors de son effet logique sur la croissance α , l'IDE peut encore accroître l'élasticité par $\eta(1-\beta)$ si $\eta > 0$. Comme nous le verrons plus loin avec les travaux empiriques, η peut aussi être négatif.

De même, il existe un certain nombre de canaux par lesquels l'IDE affecte de façon permanente le taux de croissance économique (CAMPOS & KINOSHITA, 2002). Une manière simple et pratique de saisir ces effets est de spécifier la fonction de production pour voir comment il affecte chaque argument : le capital (K), le travail efficient (AL) et le capital humain (H).

$$Y = K^\alpha . H^\beta . (AL)^{1-\alpha-\beta} \quad (5)$$

Répartissons le capital en capital intérieur K^i et en capital étranger K^e

$$Y = (K^i + K^e)^\alpha . H^\beta . (AL)^{1-\alpha-\beta} \quad (6)$$

Le capital. L'IDE peut affecter à la hausse la production en accroissant le stock de capital disponible K dans l'économie. Notons que sous l'hypothèse de la parfaite substitution des capitaux, cet impact peut certainement être faible, même si la preuve empirique de ce problème (complémentarité ou substitution) est mitigée (HANSEN, 2001). Toutefois, si le capital étranger et le capital intérieur sont complémentaires, l'impact final de l'IDE sur les agrégats de la production sera aussi important que les résultats de ses externalités.

Le travail. L'IDE peut affecter le travail à travers la création d'emplois quoique celle-ci puisse être limitée à court terme. Il peut également affecter son efficacité quand l'investissement étranger est

réalisé soit dans des activités dans lesquelles le pays récipiendaire était précédemment limité en expérience, soit dans des activités existantes mais à faible productivité. Subséquemment, l'accroissement de l'efficacité unitaire du travail aura une contribution importante sur la croissance de la production.

Le capital humain. L'IDE encourage l'incorporation de nouveaux inputs et de technologies dans la fonction de production du pays receveur. L'effet long terme est le transfert de technologie et le savoir-faire qui sont contenus dans le capital humain. En effet, il entraîne, en dehors des capitaux physiques, un important transfert en terme de formation, d'acquisition de compétence, de nouvelles pratiques de gestion, etc.

Tous les courants de la théorie économique de la croissance font apparaître un élément important : l'IDE affecte positivement la croissance. Mais bien qu'il semble avoir un consensus sur le plan théorique, les différentes conclusions auxquelles sont parvenus les nombreux auteurs, sont variées au niveau empirique.

SECTION 2 : LES TRAVAUX EMPIRIQUES

La littérature théorique a identifié un nombre assez important de bénéfices provenant de l'IDE, mais la littérature empirique a été incapable d'établir un impact significatif de l'IDE sur le taux de croissance des pays hôtes. L'une des difficultés, soulignent CAMPOS et KINOSHITA (2002), est que la théorie assimile l'IDE aux transferts de technologies alors que, dans de nombreuses régions du monde, l'IDE inclut un déploiement d'arrangements qui vont bien au-delà d'un simple transfert de technologie. Les études empiriques des effets de l'IDE sur la croissance s'inscrivent en effet dans le cadre des modèles de croissance endogène (voir BALASUBRAMANYAM *et al.* 1996 ; BORENSZTEIN *et al.* 1998 ; De MELLO 1999), et supposent que les connaissances développées dans les pays industrialisés puissent être transférées, au moins partiellement, *via* l'IDE, dans les pays en développement (SACHWALD et PERRIN, 2003).

Même si les résultats des études empiriques ne sont pas toujours unanimes, il semble pourtant possible de déterminer certaines conditions dans lesquelles l'IDE paraît contribuer de manière significative à la croissance. Il s'agit du stock de capital humain préexistant dans le pays hôte, du degré d'ouverture économique, du degré de développement de ses infrastructures, etc. En bref, l'IDE est un moteur de croissance, à condition que les pays aient une capacité suffisante d'absorption (BORENSZTEIN *et al.*, 1998).

Dans cette section, nous passerons en revue tous les bords de cette littérature. Toutefois, avant d'aborder le vif du sujet, il est important de faire ressortir la typologie des IDE.

A. Typologie des IDE

Plusieurs auteurs font ressortir la différence entre les types d'investissement direct étranger. La nature de ce dernier dépend des stratégies des multinationales (MNE) et aussi de l'environnement économique. En effet, les entreprises multinationales jouent un rôle de plus en plus dominant dans le monde globalisé et sont les principaux vecteurs de l'IDE vers les PED.

La première forme d'IDE relève des multinationales qui installent leurs filiales dans le pays hôte (on parle de "*greenfield* IDE") et la seconde relève des multinationales qui prennent en charge des entreprises déjà existantes dans le pays hôte (on parle dans ce cas de "*cross-border acquisitions*" ou de "*mergers and acquisitions*").

Le choix entre ces deux types d'IDE diffère selon le niveau de développement du pays hôte. NOCKE et YEAPLE (2004) montrent qu'il y a une relation positive entre la propension à investir des MNE américaines à préférer le *cross-border acquisitions* au *greenfield* IDE et le niveau du revenu du pays récipiendaire. En effet, le *greenfield* IDE est plus productif que le *cross-border acquisition* et bien de gouvernements préfèrent le premier au second. De même, le *greenfield* IDE se fait toujours à sens unique, c'est-à-dire du pays à coût élevé vers le pays à faible coût, alors que le *cross-border* se fait dans les deux sens. C'est la différence des prix des facteurs entre les pays qui explique le type d'IDE choisi : si la différence est faible, l'IDE prend la forme du *cross-border* ; si elle est grande, il prend la forme du *greenfield*. Ceci explique le constat selon lequel c'est seulement une petite part des flux d'IDE entre pays riches et pauvres qui est sous la forme *greenfield*.

On distingue aussi l'IDE selon qu'il soit en terme de flux ou de stock. La différence entre flux et stocks d'IDE est que "les stocks d'IDE tiennent compte de la dépréciation des capitaux investis (stock effectif)" (BOST, 1999).

Cette différenciation des types d'IDE est importante car ils n'ont pas les mêmes impacts sur la croissance. PENALVER (2002) a ainsi montré que l'IDE contribue de moins en moins à l'accumulation du capital. En effet, l'élasticité IDE de l'investissement intérieur qu'il a trouvé est positive mais décroît avec le temps, passant de 2 dans les années 1970 à 1980 à environ 0,75 en 1990. Cette baisse se traduirait par la croissance de la part en pourcentage de l'IDE de type *cross-border* au détriment du type *greenfield* dans le total des IDE. Ceci s'explique par le fait que l'investissement direct étranger est de moins en moins destiné aux installations nouvelles (construction d'usines), alors que les fusions et acquisitions deviennent plus courantes (MISHRA et al, 2001). Ces fusions et acquisitions transfrontalières sont en augmentation depuis quelques années. En 1997, elles représentaient environ la moitié du total des flux d'IDE (PENALVER, 2002). La plupart des fusions ou acquisitions transfrontalières concernent des entreprises des États-Unis et d'Europe, mais le phénomène

commence à apparaître dans certains pays en développement et en transition, notamment ceux qui ont décidé de privatiser des entreprises d'État.

B. Impact de l'IDE sur la croissance : les travaux empiriques.

Les premiers travaux sur la corrélation entre IDE et taux de croissance ont abouti à des conclusions contradictoires. Les uns ont trouvé que l'IDE et le taux de croissance sont positivement corrélés. Mais pour les autres, le lien est plutôt négatif. En différenciant les flux des stocks, BORNSCHIER et HOBY (1981), DOLAN et TOMLIN (1980) trouvent que les flux d'IDE sont positivement corrélés avec le revenu par tête, mais que les stocks ont un effet négatif. SALTZ (1992) confirme cet effet négatif, utilisant une coupe transversale avec un échantillon de 75 PED sur la période de 1970 à 1980. ROTHGEB (1984) utilisant un échantillon de 18 PED, rapporte aussi que l'IDE est négativement lié à la croissance pour l'ensemble de l'échantillon quoique cela affecte positivement la croissance dans le sous-groupe des économies de l'Amérique latine. De même, pour un échantillon de 72 PED avec comme période d'étude 1960 à 1978, JACKMAN (1982) a, quant à lui, trouvé que l'IDE n'a pas d'impact significatif sur la croissance une fois que la taille du pays était prise en compte.

Les résultats des travaux contemporains peuvent être scindés en deux catégories. En effet, quoique les travaux récents aient une tendance moins pessimiste et que beaucoup d'études aient ressorti une corrélation positive entre IDE et croissance, il subsiste malgré tout des variabilités sur cette relation chez les auteurs contemporains.

1. Corrélation positive et significative entre IDE et croissance

Portant leur étude sur les 25 pays en transition de l'Europe de l'Est et Centrale sur la période de 1990 à 1998, CAMPOS et KINOSHITA (2002) ont abouti au résultat que l'IDE a un impact positif sur la croissance, comme prévu par la théorie. Mais selon eux, ce résultat serait expliqué par le fait que les pays choisis sont proches des pays riches de l'Union Européenne, leur principal fournisseur. Et aussi parce que ces pays possèdent à la base une structure industrielle complète et une force de travail relativement qualifiée. Leur modèle s'est basé sur celui de MANKIW et *al* (1992) auquel les auteurs ont ajouté la variable de l'investissement direct étranger.

$$y = f (y_0 , INV , POP , KH, FDI)$$

où y_0 est le revenu initial, KH: un proxy du capital humain, INV et FDI: l'investissement intérieur brut et l'investissement direct étranger en pourcentage du PIB

BOREINSZTEIN et al (1995) développent quant à eux un modèle (ci-dessous)¹⁷ de croissance endogène dans lequel l'IDE augmente la croissance à long terme à travers son effet sur le taux de diffusion technique provenant du monde industrialisé au pays récipiendaire. Ils ont utilisé une régression SUR (Seemingly Unrelated Regression) sans rapport avec l'estimation des variables instrumentales pour conduire l'analyse transversale de 69 PED avec données de panel calculées en moyenne sur deux périodes séparées 1970-1979 et 1980-1989 où la variable dépendante est le taux de croissance du PIB *per capita* sur chaque décennie. Ils concluent que l'IDE par lui-même a un positif mais non significatif effet sur la croissance économique. Mais lorsque le pays a un seuil minimum de stock de capital humain, l'IDE est un important déterminant de la croissance économique ; dans ce cas, il est plus efficient que l'investissement intérieur.

$$g = c(1) + c(2)IDE + c(3)IDE * KH + c(4)KH + c(5)Y + c(6)A$$

Où g est le taux de croissance, KH le stock de capital humain, Y le log du PIB *per capita*, IDE l'investissement direct étranger net en pourcentage du PIB et A , le vecteur d'autres variables incluses dans les modèles de croissance telles que la dépense gouvernementale (GOVC) et La distorsion sur le marché de change estimée par le logarithme de la prime de change augmenté de 1, $\log(1+P_{market})$.

De MELLO (1999) a focalisé son analyse sur 32 pays dont 17 ne sont pas membres de l'OCDE et a trouvé que l'IDE affecte la croissance à la hausse seulement pour les pays dans lesquels le capital intérieur et le capital étranger sont complémentaires. Pour les pays en développement, l'IDE est aussi un moteur de croissance. En effet, en 1997, de MELLO dans son étude soulignait déjà que les capacités du pays récipiendaire jouent un rôle important dans la matérialisation des effets de l'IDE. Ainsi trouve-t-il que l'impact croissance de l'IDE tend à être limité dans les pays techniquement moins avancés. Pour les pays à capacité technique élevée (les pays développés), l'IDE tend à accroître le taux de la production à travers une forte productivité ; et pour ceux à faible capacité, l'IDE affecte positivement la croissance à travers l'accumulation du capital. Cette conclusion sera aussi soulignée par l'étude de l'OCDE (2002) dans laquelle l'IDE semble avoir plus un impact limité sur la croissance des pays à technologies moins avancées que des pays riches.

Pendant la phase initiale de conversion à l'économie de marché, plusieurs pays baltes et de l'Europe de l'Est ont d'abord connu une baisse de la production. Pour expliquer, théoriquement et empiriquement, les raisons de cette croissance initiale négative, et comment certains d'entre ces pays ont enregistré de nouveau une croissance positive récemment, LEE et TCHA (2004) ont mis l'accent

¹⁷ Voir définition des variables au Chapitre 3.

sur l'IDE comme ayant joué un rôle très important. En effet, autant ce dernier véhicule le transfert de technologies et de compétences managérielles aux économies en transition, autant il accroît le capital de travail. Leur résultat confirme que la productivité totale des facteurs et le PIB dans la région ont crû ensemble avec l'entrée des IED et la contribution marginale de l'IED à la croissance est plus élevée que celle de l'investissement intérieur.

Dans le cas particulier des PED au sud du Sahara, FOSTO NDEFO (2003) a vérifié empiriquement que l'impact des flux d'investissement étrangers directs se fait à travers le progrès technique et parvient aussi à la conclusion que les IED influencent positivement la croissance dans ces pays. Son étude a porté sur 31 pays subsahariens couvrant la période de 1986 à 2000.

2. Corrélation positive et non significative entre IDE et croissance

Quoiqu'il apparaisse clair que l'IDE ait un impact positif sur la croissance, il est aussi légitime d'être réservé sur la véracité de cette liaison (ASSANIE et SINGLETON, 2002). Contrairement aux autres études, ces derniers développent un modèle qui prend en compte l'endogénéité de la croissance économique et de l'IDE. Puis ils testent leur modèle sur un échantillon de 67 PED et trouvent que l'IDE n'a pas un impact significatif sur la croissance des pays à faible revenu. Contrairement à ces derniers, l'IDE a un impact significatif sur la croissance des pays à revenu moyen, mais seulement lorsque les variables de capital humain et d'infrastructures sont prises en compte.

En réponse aux différentes études soulignant les effets positifs de l'IDE sur la croissance et qui mettent en évidence l'importance du capital humain et du niveau de développement du pays, CARKOVIC et LEVINE (2002) ont tenté de faire la synthèse de ces approches et se sont montrés plus réservés dans leurs conclusions. Ayant travaillé sur un échantillon de 72 pays sur la période 1960-1995, ils n'ont pas trouvé de relation de causalité solide entre IDE et croissance, en contrôlant les effets du capital humain, du niveau de développement du pays et de celui des marchés financiers. Ils mettent en évidence un effet positif et significatif dans certaines régressions qui tiennent compte du niveau initial de revenu et du nombre d'années de scolarisation. Mais, cet effet devient négatif lorsqu'ils mettent en relation dans une variable d'interaction l'IDE et l'éducation, contredisant ainsi le résultat central de BORENSZTEIN et *al* (1995). Leurs analyses ne sont toutefois pas directement comparables dans la mesure où ces derniers étudiaient de manière spécifique les PED, alors que CARKOVIC et LEVINE ont eu une approche plus générale qui intègre les pays développés dans l'analyse. L'IDE semble contribuer à la croissance des pays en développement à long terme, mais sous certaines conditions en termes de niveau de développement initial et de dotation en capital humain.

PENALVER (2002), se basant sur la comparaison entre cinq régions, a fait ressorti que les pays à fort flux d'entrée d'IDE ne sont pas nécessairement ceux ayant les taux de croissance les plus élevés. Il pose ainsi le problème du volume optimal pour une croissance élevée, car trop d'investissements étrangers peuvent traduire une faiblesse des institutions du pays d'accueil et être un risque pour les PED (LOUNGANI et RAZIN, 2001). Il ressort cependant de son analyse que les flux d'IDE sont plus faibles en Afrique subsaharienne et que le taux de croissance y est également faible. L'entrée massive d'IDE n'est donc pas une condition nécessaire à la croissance économique, bien que l'entrée du capital étranger dans une économie puisse contribuer à la mise à jour de l'efficacité technologique et de gestion, et à l'amélioration de capital humain (SØREIDE, 2001) et, par voie de conséquence, stimuler la croissance.

Tableau II.1 : Evolution comparée des IDE et de la croissance dans certaines régions

FDI/CROISSANCE	Faible	Elevé
Elevé	Amérique Latine Europe de l'Est	Asie de l'Est
Faible	Afrique Sub-Sahara, de l'Est, du Centre et du Nord.	Asie du Sud

Source: Penalver 2002.

Leur importance permet aux pays récipiendaires d'accroître leur capacité d'absorption par l'entremise du "know-how" qui les accompagne et de valoriser nombre de leurs matières premières. Ceci est d'autant plus important pour les PED tels que le Bénin et le Sénégal qui sont caractérisés par la monoculture de produits d'exportations. L'IDE peut jouer un rôle primordial dans l'accroissement de la productivité du pays, créer de nouveaux emplois et stimuler la croissance économique. Nombre de pays s'activent donc pour attirer les investisseurs étrangers dans le but de promouvoir leur développement, particulièrement lorsque les perspectives de la croissance intérieure du pays sont faibles (BLOMSTRÖM et KOKKO, 2003). Pour ces pays, la plupart des articles ayant étudié les déterminants de la croissance économique de la région font ressortir l'accumulation du capital comme source principale de la croissance, la productivité totale des facteurs ne jouant qu'un rôle mineur (TAHARI et al 2004). Et cette accumulation se fait à travers l'IDE, celui-ci étant considéré comme financement non générateur d'endettement.

3. Comparaison d'efficacité entre IDE et investissement intérieur

La comparaison entre l'IDE et l'investissement intérieur a été soulevée dans plusieurs études. DE GREGORIO (1992), en travaillant sur un panel de 12 pays d'Amérique latine entre 1950 et 1985, trouve une relation significative et positive entre l'investissement direct et la croissance. Il note en outre que l'impact des IDE est trois fois plus important que celui de l'investissement domestique. BORENSZTEIN et al (1995) en feront de même dans leur étude soulignant que l'IDE est plus efficace que l'investissement intérieur. Pour l'Afrique subsaharienne, FOSTO NDEFO (2003) trouve aussi que l'IDE est quatre fois plus efficace que l'investissement intérieur.

Mais c'est l'étude de BALASUBRAMANYAM et al (1996) qui ressort le mieux la comparaison de l'efficacité entre IDE et investissement intérieur. En analysant la relation entre stratégie de commerce, IDE et croissance dans les PED dans un contexte de la théorie de croissance endogène, ils font cette comparaison. Leur modèle est une fonction de production augmentée qui inclut les exportations comme variable auxiliaire.

$$Y = f(L, K, F, X, t) \quad (1)$$

Où Y est la production, L la force de travail, K est le stock de capital intérieur, F est le stock de capital étranger, X les exportations et t l'évolution temporelle capturant les changements technologiques. Une linéarisation et une différenciation de cette équation par rapport à t nous donnent :

$$y = \alpha + \beta l + \gamma k + \psi f + \phi x \quad (2)$$

Où les petits caractères indiquent le taux de croissance des variables par tête. β , γ , ψ et ϕ sont les différentes élasticités. Ils ont approximé le stock de capital étranger et intérieur par respectivement les ratios de l'investissement direct étranger et intérieur en rapport sur le PIB. L'équation (2) devient alors :

$$y = \alpha + \beta l + \gamma(I/Y) + \psi(FDI/Y) + \phi x \quad (3)$$

Où l'élasticité-capital étranger de la production est d'un intérêt particulier. ψ n'est pas seulement espéré être positif mais aussi qu'elle doit être plus élevée dans les pays à politique de promotion des exportations (EP) relativement aux pays à politique de substitution d'importation (IP). Également à cause des effets *spillovers* et des externalités associés à l'IDE, ils prédisent que l'élasticité-capital étranger de la production doit excéder celle du capital intérieur. L'importance de la contribution de chaque type de capital peut être mesurée par "bêta" ou par les coefficients standard de régression.

Ils testent leur hypothèse sur 46 PED les moins avancés utilisant les moyennes annuelles sur la période de 1970 à 1985. Ils estiment l'équation (3) pour l'ensemble de l'échantillon mais aussi pour les sous échantillons en utilisant les MCO et les variables instrumentales généralisées. Ils concluent que l'élasticité-capital étranger de la production est positive, statistiquement significative et plus élevée dans

le groupe des pays EP que dans le second groupe. Aussi leurs résultats confirment-ils l'hypothèse que c'est l'IDE, et non pas l'investissement intérieur, qui est le moteur de la croissance.

4. Les études spécifiques aux pays

Les études ci-dessus citées portent sur plusieurs pays, des données de panel. Mais au niveau individuel aussi, des études, moins nombreuses, ont tenté de montrer l'impact de l'IDE sur le taux de croissance du pays récipiendaire. ZHAO (1995) montre, que pour la Chine, en plus de la croissance de la production, la capacité endogène technologique a été positivement affectée par les importations de technologies via l'IDE. De même pour CHEN et *al.* (1995) pour le même pays, il y a une corrélation positive entre IDE et croissance. Dans le cas de la Bolivie, le résultat de FLEXNER (2000) confirme les conclusions en données de panel. En effet, son résultat montre que l'IDE avait un impact statistiquement significatif (au seuil de 10%) sur le taux de croissance. OBWONA (1999) trouve une relation positive pour le cas de l'Ouganda.

En définitive, les IDE semblent affecter plus les pays développés que les PED et il n'est source de croissance rapide que pour les pays qui ont atteint un niveau relatif de développement (BLOMSTRÖM et *al.*, 1992). Il est donc nécessaire que le pays récipiendaire réunisse certaines conditions économiques qui puissent jouer le rôle de catalyseurs aux effets de l'investissement direct étranger. En effet, une étude menée par l'OCDE en 2002 affirme que 11 des 14 études effectuées sur le sujet ont trouvé que l'IDE contribue positivement à la croissance du revenu. Mais l'étude souligne un point commun à tous ces travaux : le chemin par lequel l'IDE affecte la croissance dépend de l'économie et des conditions technologiques dans le pays récipiendaire. En général, il apparaît que les PED doivent atteindre un certain niveau de développement en éducation et/ou en infrastructures avant d'être capables de capturer les potentiels bénéfiques associés aux IDE.

C. Les catalyseurs des effets de l'IDE

1. Le stock du capital humain

BORENSZTEIN et *al.* (1995) ont examiné le rôle de l'IDE dans le processus de diffusion des technologies et dans la croissance économique de 69 pays en développement. Leur approche cherche à intégrer simultanément le rôle de l'introduction de techniques plus avancées *via* l'activité des multinationales et les conditions de développement des capacités d'apprentissage dans le pays d'accueil comme facteurs de croissance. Ils analysent aussi de manière spécifique les complémentarités entre IDE et capital humain, susceptibles de générer des gains de productivité. Les auteurs montrent que les investissements directs en provenance des pays développés ont, dans

l'ensemble, un impact positif sur la croissance des PED dont l'ampleur va dépendre du stock de capital humain disponible dans les pays hôtes. Ainsi trouveront-ils que l'effet de l'IDE sur la croissance n'est identique que pour une partie des pays de l'échantillon. En effet, les pays qui combinent les deux variables (IDE et capital humain) ont connu une croissance annuelle moyenne de 4,3 % entre 1970 et 1989 tandis que, celle des pays les moins bien pourvus en capital humain n'était que de 0,64 % sur la même période. L'IDE n'est donc un moteur de la croissance que pour les pays ayant une capacité suffisante d'absorption, celle-ci étant mesurée par un seuil minimum de stock de capital humain. Leur résultat empirique prouve aussi que l'IDE est plus productif que l'investissement intérieur seulement lorsque le pays hôte a un seuil minimum de stock de capital humain.

Le rôle crucial du capital humain est également souligné par XU (2000) qui distingue l'effet de diffusion de la technologie des autres effets potentiels sur la productivité liés aux opérations des multinationales. XU exploite les données individuelles des filiales manufacturières américaines dans 40 pays entre 1966 et 1994, et trouve un effet de diffusion de technologie dans les pays développés mais pas dans les PED, qu'il impute à un effet de seuil du capital humain. Ce dernier est estimé à 1,9 année de scolarité secondaire pour pouvoir bénéficier de la présence des multinationales américaines, soit un seuil nettement supérieur au 0,88 année de BORENSZTEIN *et al* (1995) qui s'appliquait à l'ensemble des multinationales. Il apparaît donc qu'un seuil plus élevé en capital humain est nécessaire pour que les pays en développement puissent bénéficier du transfert technologique et par conséquent de l'IDE. Pour XU (2000), beaucoup de PED atteignent le seuil de 0,52 mais pas celui de 1,9, ce qui explique pourquoi il y a peu de transferts technologiques dans ces pays.

L'hypothèse d'un effet de seuil en dessous duquel les effets de l'IDE seraient limités peut également être analysée en termes de niveau de développement d'un pays. C'est ce que font BLOMSTRÖM *et al* (1992) en mettant en évidence un impact positif et significatif des flux d'IDE sur la croissance, mais seulement pour la tranche "supérieure" de leur groupe de PED. L'afflux des IDE n'a une influence majeure sur le taux de croissance que pour les PED à revenu élevé, mais pas pour ceux à faible revenu. Pour les auteurs, le taux d'inscription au secondaire mais aussi le taux de participation de la force de travail et la distance initiale¹⁸ avec les USA sont autant de facteurs majeurs qui favorisent les effets de l'IDE sur la croissance.

En conclusion, les pays hôtes doivent disposer d'un stock de capital humain et de savoir-faire qui leur permettront l'assimilation des technologies étrangères véhiculées par les IDE (TOUFIK et BOUOYOUR, 2002). L'expérience particulière de la Chine, où entrent également en considération le capital humain et le niveau de développement, a fait l'objet d'études spécifiques.

¹⁸ L'étude est basée sur les IDE des USA et ils constituent le pays leader.

Cependant, MARINO (2000) dans son étude portant sur 42 PED de 1980 à 1995, aboutit au constat qu'il n'y pas de preuve que les pays aient besoin d'un seuil de capital humain avant de bénéficier des impacts de l'IDE.

2. L'ouverture commerciale

L'ouverture d'un pays ne se limite pas à ses échanges internationaux. Elle se caractérise aussi par sa capacité d'accueil des firmes multinationales étrangères en accordant des avantages notamment fiscaux et administratifs (ABDELJABBAR et HANCHANE, 2004). Ces firmes peuvent améliorer l'efficacité globale d'une économie via la disponibilité des connaissances technologiques et organisationnelles transférables au reste de l'économie. Ainsi, pour tenir compte de l'ensemble des catalyseurs, certains auteurs ajoutent l'ouverture commerciale. La croissance économique peut être tirée par l'investissement grâce à l'ouverture commerciale.

Dans leur étude portant sur l'impact de l'IDE sur l'investissement par région, les résultats de deux régions retiennent l'attention des auteurs, AGOSION et MAYER (2000). Il s'agit de l'effet *crowding in* (complémentarité) en Corée du Sud et de l'effet *crowding out* (éviiction) des pays de l'Amérique latine. Car le premier pays a ouvert de manière très sélective son marché aux investisseurs étrangers comme d'ailleurs la plupart des pays de l'Asie, alors que les seconds ont mené au contraire une politique d'ouverture totale. AGOSIN et MAYER tentent ainsi de montrer que les pays qui ont réussi à maximiser le potentiel de l'IDE, comme en Asie, sont parmi ceux qui ont adopté les politiques d'IDE les plus restrictives, en préservant leurs entreprises nationales de la concurrence étrangère. A l'inverse, l'exemple de l'Amérique latine montre qu'une libéralisation totale du régime d'IDE s'est révélée décevante.

Abondant dans le même sens, BALASUBRAMANYAM et *al* (1996) utilisent des données annuelles en coupe transversale ramenées en moyenne sur la période 1970-1985 pour un échantillon de 46 PED et mettent l'accent sur l'ouverture du commerce comme étant crucial pour connaître l'impact potentiel de l'IDE sur la croissance. Leur analyse indique que l'IDE est plus productif dans les pays qui ont poursuivi la politique de promotion des exportations plutôt que la politique de substitution aux importations. MARINO (2000) confirme que l'impact de l'IDE est significativement positif pour les pays ouverts et significativement négatif pour ceux qui ne le sont pas.

BENGOA et SANCHEZ-ROBLES (2003) en explorant la corrélation entre IDE et croissance économique dans les pays latino-américains respectivement sur les périodes 1970-1999 et 1970-2000, trouvent que l'IDE est un moteur de la croissance dans le cas des pays récipiendaires ayant adopté une politique de libéralisation du commerce. CAMPOS et KINOSHITA (2002) ont quant à eux montré que l'IDE a un impact positif sur la croissance pour les pays en transition de l'Europe de l'Est

et Centrale sur la période de 1990 à 1998. Et ils soulignent que cet effet est en partie dû au fait que ces pays se soient très tôt, à temps, embarqués dans le processus de privatisation complète (une composante de la libéralisation commerciale) au moment précis où les flux d'IDE atteignaient leur pic à l'échelle mondiale.

BASU, CHAKRABORTY et REAGLE (2003) ont de leur côté examiné si la libéralisation du commerce joue un quelconque rôle significatif dans l'explication de la dynamique à court et à long terme de la causalité entre IDE et croissance. Ils utilisent un panel de 23 pays avec comme période d'étude 1978 à 1996. Leur analyse par la cointégration suggère qu'il y a à long terme pour l'ensemble des pays une relation cointégrée entre IDE et croissance. Mais à court terme, il existe des différences selon le degré d'ouverture des pays. En effet, à long terme, seuls les pays ouverts bénéficient de l'impact de l'IDE sur la croissance. NAIR-REICHERT et WEINHOLD (2001) trouvent en utilisant leur approche MFR (Mixed, Fixed and Random estimation method) et en introduisant les interactions entre l'IDE, le capital humain et le taux d'ouverture que plus les pays sont ouverts, plus l'IDE contribue à une croissance future élevée. Mais ce résultat est très hétérogène au sein du panel des 24 pays en développement choisis sur une période de 25 ans.

3. Le niveau des infrastructures et le marché financier

D'autres facteurs peuvent aussi favoriser l'impact de l'IDE sur la croissance, notamment le niveau de développement des marchés financiers du pays hôte. Quatre études reposant sur une variété de régression ont examiné les conditions nécessaires pour identifier un impact positif de l'IDE sur la croissance. Ils ont ainsi ressorti différents aspects de développement. Les conditions locales telles que le développement du marché financier peuvent jouer un rôle important dans la matérialisation des effets positifs de l'investissement direct (NARULA et PORTELLI, 2004).

BLOMSTRÖM et *al* (1994) soutiennent que l'IDE a un effet croissance positif lorsque le pays est suffisamment riche en terme de revenu *per capita*. BOREINSZTEIN et *al* (1998) montrent que l'IDE élève la croissance mais seulement dans les pays où la force de travail a atteint un certain niveau d'apprentissage. ALFARO et *al* (2004) découvrent que les pays bénéficiant de l'effet positif de l'IDE sur la croissance sont ceux ayant un marché financier assez développé. Et enfin, BALASUBRAMANYAM et *al* (1999, 1996) démontrent aussi que la taille du marché intérieur de même que le climat de compétitivité avec les producteurs locaux exercent une influence importante sur les performances de l'IDE sur la croissance.

Le fondement théorique des études empiriques sur l'impact de l'IDE sur la croissance dérive ou des modèles néoclassiques de croissance ou soit des modèles de croissance endogène. Dans les premiers, l'IDE accroît le volume de l'investissement et/ou son efficacité, et aboutit à long terme à

des effets de niveaux et à court terme à une hausse transitoire de la croissance. Les nouveaux modèles considèrent la croissance à long terme comme un facteur du progrès technique et fournissent un cadre dans lequel l'IDE peut en permanence accroître le taux de croissance de l'économie hôte à travers le transfert technologique, la diffusion et les effets *spillovers*. Dans ces deux cas de figures, l'IDE affecte la croissance mais dans un sens : de l'IDE à la croissance. Cependant, BASU CHAKRABORTY et REAGLE (2003) trouvent qu'il y a une possibilité de l'existence d'une causalité bidirectionnelle entre IDE et croissance.

D. Le problème du sens de la causalité entre IDE et croissance

D'après la croyance populaire, le transfert technologique véhiculé par l'IDE peut aboutir à une croissance permanente de la productivité totale des facteurs du pays hôte à travers l'impact combiné de l'augmentation du capital humain et du progrès technique (BASU et al, 2003). Mais en retour, la croissance élevée fournit un cadre à l'accroissement du commerce bilatéral, ce qui peut aider les pays hôtes à recevoir plus d'informations concernant le climat d'investissement propice à l'attraction d'IDE.

WANG (1990) complète cette analyse en soulignant que l'IDE est plutôt attiré vers un pays où prévaut une forte rentabilité du capital, un pays qui est doté d'une main-d'oeuvre qualifiée et qui dispose d'un système d'innovation développé et structuré. En retour, l'entrée des IDE favorise l'accumulation du capital humain dans les pays d'accueil et fait donc croître le taux de croissance économique à long terme. Dans un modèle dynamique à deux pays, dans lequel il a étudié les interactions entre croissance, changement technique et mouvements de capitaux, WANG met en évidence d'une part l'importance de l'accumulation du capital humain comme facteur d'attrait des capitaux étrangers et d'autre part, la contribution de l'entrée des flux d'IDE à haute technologie dans l'accroissement des agrégats macroéconomiques et du bien-être du pays d'accueil. Il aboutit à la conclusion qu'un certain niveau de croissance permet l'attraction des IDE, qui en retour affecte davantage la croissance.

Un autre bord de la littérature s'est concentré plus directement sur la relation causale entre IDE et croissance et au moins six études ont testé la causalité au sens de GRANGER entre les deux séries utilisant différents échantillons et techniques d'estimation. Dans ce sens, ZANG (2001) observe 11 pays sur le principe pays par pays, les répartissant selon les propriétés des données temporelles. Les tests de causalité à long terme basés sur le modèle à correction d'erreur (MCE) indiquent une forte relation causale au sens de GRANGER entre IDE et croissance du PIB. Pour six pays où il n'y a pas relation de cointégration entre le log de l'IDE et la croissance, seul un pays exhibe une causalité au sens de GRANGER de l'IDE à la croissance.

CHOWDHURY et MAVROTAS (2003) prennent une méthode légèrement différente pour tester la causalité au sens de Granger en utilisant la spécification de TODA et YAMAMOTO (1995) pour ainsi surmonter les problèmes possibles de pré-test relatifs aux tests de cointégration entre séries. Se servant des données de 1969 à 2000, ils trouvent que l'IDE n'est pas la cause au sens de Granger du PIB en Chili, quoiqu'il y ait une causalité bidirectionnelle entre PIB et IDE en Malaisie et en Taiwan.

De MELLO (1999) observe l'IDE comme cause de la croissance dans 32 pays parmi lesquels 17 ne sont pas membres de l'OCDE. Dans un premier temps, il se base sur les séries chronologiques et trouve que l'effet à long terme de l'IDE sur la croissance est hétérogène entre les pays. Deuxièmement, De MELLO complète son analyse en fournissant la preuve par l'estimation des données de panel. Dans l'échantillon non OCDE, il ne trouve pas de relation de cause à effet entre IDE et croissance basée sur la régression à effets fixes avec effet spécifique individuel. Mais il trouve un impact négatif à court terme entre l'IDE et le PIB en utilisant l'estimateur du groupe moyen (MGE). CHOE (2003) utilise la traditionnelle causalité des données de panel en testant la méthode développée par HOLTZ-EAKIN et *al* (1988) avec 80 pays. Son résultat ressort la causalité bidirectionnelle entre IDE et croissance, quoiqu'il ait trouvé que l'impact de l'IDE sur la croissance est faible.

Finalement, l'étude faite par BASU et *al* (2003) aborde clairement la question des deux directions entre croissance et IDE. Tenant compte de l'effet spécifique individuel et des effets fixes temporels, ils trouvent une relation cointégrée entre IDE et croissance utilisant un panel de 23 pays. BASU et *al* mettent l'accent sur l'ouverture commerciale comme un déterminant crucial de l'impact de l'IDE sur la croissance, et découvrent les deux sens de causalité entre IDE et croissance dans les économies ouvertes dans le court terme comme dans le long terme. Même si la relation est fortement hétérogène entre les pays, les études mentionnées admettent généralement que l'IDE, en moyenne, a un impact sur la croissance au sens de GRANGER. HANSEN et RAND (2004) analysent eux aussi la relation causale au sens de GRANGER entre IDE et PIB dans un échantillon de 31 PED sur la période de 1970 à 2000. Utilisant les estimateurs pour données de panel hétérogènes, ils trouvent aussi une causalité bidirectionnelle entre le ratio IDE/ PIB et le niveau du PIB. L'IDE a un impact durable sur le niveau du PIB quoique le PIB n'ait pas d'impact à long terme sur le ratio IDE/PIB. Dans ce sens, l'IDE est la cause de la croissance.

Les conclusions varient sensiblement donc selon les périodes d'études, les variables omises mais surtout selon les différentes méthodes utilisées comme, nous l'avons déjà ci-dessus mentionné.

CHAPITRE 3 : ANALYSE EMPIRIQUE DE L'IMPACT DE L'IDE SUR LA CROISSANCE AU BENIN

Les deux premiers chapitres ont été consacré au cadre théorique. Dans ce troisième, nous abordons le cadre empirique, exposant la méthodologie utilisée et les différents résultats auxquels nous sommes parvenus.

SECTION 1 : METHODOLOGIE

Pour appréhender les effets de l'investissement direct étranger sur la croissance, plusieurs méthodes économétriques sont utilisées. Nous ferons une brève revue critique de ces différentes méthodes avant de proposer la méthodologie que nous utiliserons dans le cadre de notre travail.

A. Une brève revue de méthodes économétriques

Dans le cas des études spécifiques aux pays, l'utilisation des séries temporelles est l'une des méthodes appropriées (ZHAO, 1995, De MELLO 1997, FLEXNER 2000, etc). Les principaux arguments en faveur de celles-ci ont été que les études de panels imposent implicitement ou supposent une structure économique commune et une technologie de production similaire entre les différents pays, alors que les séries temporelles permettent de ressortir les spécificités à chaque pays étudié. En effet, la croissance économique d'un pays n'est pas seulement influencée par l'IDE et les autres facteurs de production. Elle est aussi affectée par une multitude de politiques intérieures comme les politiques d'éducation, fiscale et extérieure qui peuvent être autant de canaux par lesquels les bénéfices des IDE peuvent être maximisés (TONG et YOUNXIN HU, 2003).

L'autre méthode adéquate est l'utilisation du système linéaire à équations simultanées. Quelques auteurs (GUPTA et ISLAM 1983, LEE et RANA 1986, SNYDER 1990, ASSANIE et SINGLETON 2002, etc) ont utilisé ce type de modèles observer l'impact de l'IDE sur l'économie. Ces modèles ont pour principal avantage de tenir compte du caractère endogène de la croissance, les deux sens de causalité étant simultanément intégrés dans le système.

B. Analyse économétrique

1. Spécification du modèle d'analyse

Nous utilisons un modèle linéaire à équations simultanées. Le choix de ce dernier se justifie par le fait que les flux entrants peuvent influencer le taux de croissance. Mais en retour, le taux de croissance peut tout aussi avoir un effet attractif sur les flux. Le fait d'estimer une seule équation ne permet pas de prendre en compte cette interdépendance entre les deux variables, et ne pas en tenir compte peut aboutir à des biais et à des estimations peu consistantes. Pour ce faire, nous avons d'une part l'équation de l'investissement étranger direct et d'autre part, celle du taux de croissance. Pour ce qui est de l'équation de l'IDE, elle est empruntée à celle couramment utilisée dans la littérature économique pour déterminer les facteurs d'attraction des IDE vers un pays donné. Après le test de corrélation entre nombres de ces variables, nous en avons retenu quelques-unes jugées pertinentes. A ces dernières, nous avons ajouté la variable *Uemoag* simplement pour tenir compte de l'effet intégration.

$$IDE = f(y, TO, ITE, IDF, INFL, GOVC, Uemoag) \quad (1.1)$$

Avec

IDE, les flux d'IDE entrant en pourcentage du PIB¹⁹

y, le taux de croissance du PIB,

TO, le degré d'ouverture,

ITE, indice des termes de l'échange,

IDF, l'indice de développement financier,

INFL, le taux d'inflation,

GOVC, la consommation du gouvernement en pourcentage du PIB,

UEMOAG, le taux de croissance de la zone UEMOA.

Pour l'équation du taux de croissance, elle est fondamentalement inspirée de celle de BORENSZTEIN et al (1998), laquelle se présente comme suit :

$$g = c(1) + c(2)IDE + c(3)IDE * KH + c(4)KH + c(5)Y_0 + c(6)A$$

¹⁹ Sauf indication contraire, le PIB est aux prix constants 2000.

Où g est le taux de croissance du PIB *per capita*, KH le stock de capital humain, Y_0 le PIB *per capita* initial, IDE l'investissement direct étranger net en pourcentage du PIB et A , le vecteur d'autres variables incluses dans les modèles de croissance parmi lesquelles la dépense gouvernementale ($GOVC$) l'investissement intérieur brut (INV), le taux de croissance de la population (POP), ainsi que le taux d'inflation ($INFL$). De plus, compte tenu des objectifs de notre travail, le g sera dans notre cas, le taux de croissance du PIB réel et le degré d'ouverture (TO) est rajouté à la liste des facteurs explicatifs de ce dernier. Y_0 , le PIB *per capita* est aussi exclu car cette variable est utilisée dans l'objectif de ressortir le taux de convergence entre le panel des pays pris en compte. Le modèle de croissance se présente globalement comme suit :

$$y = f(TO, KH, PIB, INV, IDE, GOVC) \quad (2.1)$$

Avec

y , est l'équivalent de g

KH , le taux de scolarisation au secondaire,

INV , l'investissement intérieur en pourcentage du PIB,

IDE , l'investissement direct étranger brut en pourcentage du PIB et,

Les autres variables ont été définies plus haut.

Pour vérifier les hypothèses ci-dessus énoncées, quatre autres formes dérivées de cette première équation seront estimées. Ces dernières se présentent comme suit :

$$y = f(TO, KH, PIB, INV, IDE, IDEKH, GOVC) \quad (2.2)$$

$$y = f(TO, KH, PIB, INV, IDEKH, GOVC) \quad (2.2)'$$

$$y = f(TO, KH, PIB, INV, IDE, IDETO, GOVC) \quad (2.3)$$

$$y = f(TO, KH, PIB, INV, IDETO, GOVC) \quad (2.3)'$$

La première spécification nous permet de comparer directement l'efficienne de l'investissement étranger direct à celle de l'investissement intérieur tandis que les quatre dernières spécifications permettront de comparer les termes d'interaction, à savoir le rôle du capital humain et du taux d'ouverture en interaction avec l'IDE, à l'investissement intérieur. Etant donné que nous avons retenu trois spécifications de la fonction du taux de croissance, nous aurons à estimer trois systèmes d'équations que sont :

$$(1) \Rightarrow \begin{cases} IDE = f(y, TO, ITE, IDF, INFL, GOVC, Uemoag) \\ y = f(TO, KH, PIB, INV, IDE, GOVC) \end{cases}$$

$$(2) \Rightarrow \begin{cases} IDE = f(y, TO, ITE, IDF, INFL, GOVC, Uemoag) \\ y = f(TO, KH, PIB, INV, IDE, IDEKH, GOVC) \end{cases}$$

$$(2)' \Rightarrow \begin{cases} IDE = f(y, TO, ITE, IDF, INFL, GOVC, Uemoag) \\ y = f(TO, KH, PIB, INV, IDEKH, GOVC) \end{cases}$$

$$(3) \Rightarrow \begin{cases} IDE = f(y, TO, ITE, IDF, INFL, GOVC, Uemoag) \\ y = f(TO, KH, PIB, INV, IDE, IDETO, GOVC) \end{cases}$$

$$(3)' \Rightarrow \begin{cases} IDE = f(y, TO, ITE, IDF, INFL, GOVC, Uemoag) \\ y = f(TO, KH, PIB, INV, IDETO, GOVC) \end{cases}$$

2. Les hypothèses de travail

Pour mener à bien notre travail, nous retenons les hypothèses suivantes :

H₁ : L'IDE affecte positivement et significativement le taux de croissance du PIB réel.

H₂ : L'élasticité²⁰ IDE de la croissance est supérieure à l'élasticité investissement intérieur de la croissance.

H₃ : Un degré d'ouverture commerciale et un stock de capital humain élevés renforcent l'efficacité de l'IDE.

3. Analyse des données

a. Les variables

Les variables dépendantes sont : le taux de croissance du PIB réel noté (y) et les flux d'IDE bruts entrants (IDE) en pourcentage du PIB. Quant aux variables explicatives, elles sont réparties selon les modèles dans lesquels elles se retrouvent. Aussi avons-nous :

²⁰ Il s'agit ici de l'élasticité absolue car les variables ont été prises en niveau et non en logarithme.

○ Les variables explicatives du modèle de l'IDE

Il convient de noter ici que les variables de cette équation seront utilisées notamment comme variables instrumentales. Les signes attendus des coefficients de ces variables ne le sont qu'à titre indicatif.

Le **taux d'ouverture** noté (*TO*). Le signe attendu est positif dans la mesure où une économie plus ouverte au commerce international et donc aux échanges peut justifier la délocalisation des investissements. L'**indice de développement financier** noté *IDF* est mesuré par le ratio de la masse monétaire sur le produit intérieur brut. Le développement financier est un indicateur de l'état de la structure financière du pays. Son signe attendu devrait être positif. La **dépense gouvernementale** (*GOVC*) est utilisée dans cette équation comme proxy de la taille de l'Etat. Un niveau élevé de cet indicateur indique la grande implication du secteur public dans la sphère économique et par conséquent une faible productivité des inputs. Le signe attendu est donc négatif. Quant à la variable **taux de croissance de la zone** notée *Uemoag*, elle est à calculer à partir des taux de croissance réels des pays sur la période d'étude. Seuls six pays des huit de l'UEMOA sont pris en compte. En effet, le Mali est sorti de l'union en 1962 et ne l'a réintégré qu'en 1984. De même, la Guinée Bissau n'a adhéré à la zone qu'en 1997. Le signe attendu devrait être positif. L'**indice des termes de l'échange** (*ITE*) est un indicateur qui mesure la compétitivité des échanges extérieurs et donc leur opportunité, il est complémentaire au degré d'ouverture et est mesuré par le rapport entre l'indice des prix à l'exportation et celui à l'importation. Le signe attendu est positif. Le **taux d'inflation** (*INFL*) est ici un indicateur de la discipline en matière de politiques mises en place par les autorités monétaires pour assurer la stabilité macroéconomique. Il est approximé par le déflateur du PIB. Plus il est élevé, moins le climat économique sera propice aux investissements étrangers. Le signe attendu devrait être négatif. Et enfin, le **taux de croissance** (*y*). Son niveau élevé indique la prospérité de l'économie d'accueil, il peut être un facteur d'attraction des IDE et le signe attendu doit être positif.

○ Les variables explicatives du modèle du taux de croissance

Le **capital humain** (*KH*) est approché par le taux brut de scolarisation au secondaire. Le signe de son coefficient devrait être positif. En effet, un stock de capital humain plus élevé suppose une facilitation de la transmission des innovations technologiques, permettant l'augmentation de la productivité grâce à une utilisation plus efficiente des investissements et par conséquent, une amélioration de la croissance. L'**investissement intérieur brut** (*INV*) est pris en pourcentage du produit intérieur brut. Son signe devrait être positif comme le prévoit la théorie. La variable **investissement direct étranger** (*IDE*) est en termes de flux à la période

choisie. Nous ne retenons que les flux d'entrée nets car l'objectif est de déterminer l'impact de ces flux sur le taux de croissance du pays récipiendaire. Le signe attendu du coefficient de cette variable devrait être aussi positif. La **consommation gouvernementale** : la dépense courante du gouvernement est rapportée au PIB et notée *GOVC*. Le signe attendu est négatif car plus la consommation courante de l'Etat est élevée, plus il devrait avoir besoin de ressources pour financer son déficit à venir. Et face au risque de confiscation, les investissements seront moins importants et donc le taux de croissance du PIB sera faible. Le **degré d'ouverture (TO)** mesuré par la somme des exportations et importations de biens et de services en pourcentage du PIB. Un ratio élevé suggère une faible barrière commerciale, ce qui peut être favorable au progrès technique via les importations, et par conséquent à la croissance. Quant au **PIB**, il s'agit du PIB *per capita* et il est pris en niveau et au prix constant de 1995. Le signe de son coefficient devrait être positif. Pour ce qui est des **termes d'interaction**, il s'agit des deux termes *IDEKH* et *IDETO*. Compte tenu du fait que les variables *IDE*, *TO*, *KH* sont supposés affecter positivement la croissance, on s'attend à ce que les coefficients de ces deux variables soient aussi positifs. Ils sont obtenus par le produit de la variable *IDE* par chacune des variables *KH* et *TO*.

b. Sources des données et période d'étude

Les données proviennent essentiellement de la base de données de la banque mondiale, particulièrement de *Africa Database CD-ROM 2004* et de *World Bank Indicators 2005*. Quant à l'estimation, elle couvrira la période de 1970 à 2002.

4. Technique d'estimation économétrique

Avant toute estimation des modèles linéaires à équations simultanées, il est important de s'assurer si les équations sont sous, justes ou sur identifiées. Soient g , le nombre de variables endogènes du modèle, g' le nombre de variables endogènes de l'équation j , k le nombre de variables exogènes du modèle, et k' le nombre de variables exogènes de l'équation j , la condition de l'identification se présente comme suit :

Si $(g - g') + (k - k') < (g - 1)$, l'équation est sous identifiée et ses paramètres ne peuvent pas être estimés.

Si $(g - g') + (k - k') = (g - 1)$, l'équation est juste identifiée. L'équation peut être estimée par les moindres carrés indirects (MCI) et les doubles moindres carrés (D.M.C)²¹.

²¹ Ou T.S.L.S (Two-Stage Least Squares)

Si $(g - g') + (k - k') > (g - 1)$, l'équation est sur identifiée et les paramètres de l'équation peuvent être estimés par les doubles moindres carrés.

Dans la littérature économétrique, les techniques d'estimation des systèmes d'équations simultanées peuvent être réparties en deux groupes. D'un côté, il y a les techniques d'estimation à information limitée qui comprennent les MCI, les DMC et le MVIL (le maximum de vraisemblance à information limitée). Elles portent essentiellement sur une seule équation dans laquelle l'attention se concentre sur une équation à un moment donné sans utiliser toute l'information contenue dans la spécification détaillée du reste du modèle. D'un autre côté, il y a les techniques d'estimation à information complète qui regroupent les 3SLS (Triples moindres carrés) et le MVIC (le maximum de vraisemblance à information complète). Ces méthodes portent sur tout le système où toutes les équations du modèle structurel, complètement spécifié, sont estimées simultanément. Ces dernières techniques sont plus précises que les premières.

En appliquant les conditions d'identification ci-dessus mentionnées aux équations et eu égard aux choix disponibles, la technique des doubles moindres carrés semble la plus appropriée dans le cadre de notre travail. Nous procéderons ensuite à différents tests et à l'interprétation des résultats. Toutes ces estimations se feront avec le logiciel EVIEWS 3.1.

SECTION 2 : RESULTATS ET INTERPRETATIONS

Nous présentons dans cette section les différents résultats économétriques et conclusions auxquels nous sommes parvenus, ainsi que les recommandations qui en découlent.

A. Résultats économétriques

1. Tests de stabilité et de significativité

a. Test de stabilité des modèles

Avec des équations estimées par la méthode des D.M.C, le test de stabilité se limite au test de CHOW. Nous retenons deux points de rupture : 1989 et 1994. Ce choix est dicté par le fait qu'à ces deux dates, il y a eu de profondes réformes dans l'économie béninoise. 1989 marque le début de la mise en application des Programmes d'Ajustement Structurels (PAS) et 1994, la dévaluation du franc CFA. Aussi supposons-nous qu'à partir de chacune de ces dates, des changements peuvent subvenir sur les coefficients.

Test pour IDE

Chow Breakpoint Test: 1989

F-statistic	0.960583	Probability	0.496480
-------------	----------	-------------	----------

Chow Breakpoint Test: 1994

F-statistic	0.821171	Probability	0.595080
-------------	----------	-------------	----------

Probability est supérieure à 5% : le modèle (1.1) est stable. La fonction d'investissement est stable sur la période de 1970 à 2002.

Test pour Y

Chow Breakpoint Test: 1989

F-statistic	1.298335	Probability	0.308097
-------------	----------	-------------	----------

Chow Breakpoint Test: 1994

F-statistic	1.097813	Probability	0.410954
-------------	----------	-------------	----------

Probability est supérieure à 5% : le modèle (2.1), est stable. Il en est de même pour les autres équations dont les résultats des tests sont similaires au premier. La fonction d'investissement est donc stable sur la période de 1970 à 2002.

b. Tests de significativité des coefficients

L'analyse de chacun des résultats montre que tous les modèles sont globalement significatifs, car les Prob (F-Statistic) sont toutes inférieures à 5%. Dans le cas des équations estimées par les D.M.C, l'interprétation du R^2 ne revêt pas la même signification que celle que l'on fait d'habitude de cette statistique à cause de l'introduction des variables instrumentales. Cependant, une analyse des F-stat fait ressortir que les modèles du taux de croissance sont globalement significatifs.

En ce qui concerne les variables explicatives dans l'équation (2.1), seul le capital humain (KH) qui n'est pas significatif. En effet, le PIB, l'investissement intérieur brut (INV) et l'investissement direct étranger (IDE), le degré d'ouverture (TO) et la dépense gouvernementale (GOVC) affectent significativement au seuil de 5% le taux de croissance car les t-stat qui leur

sont associés sont supérieurs à la valeur critique lue²². Pour ce qui concerne les autres équations, l'introduction des termes d'interaction ne change guère les résultats. En effet, toutes les variables ci-dessus citées restent significatives à la seule différence de la variable IDE dont l'impact varie d'une équation à une autre. De même, les variables d'interaction (*IDEKH* et *IDETO* *isolement ou non*) ne sont pas significatives.

3. Interprétation des résultats

a. Impact de l'IDE sur le taux de croissance

Il ressort de ce résultat que l'investissement direct étranger (IDE) affecte positivement et significativement le taux de croissance du PIB réel au Bénin. $c(IDE) = 0,87$, ce qui signifie qu'une augmentation de 10% de l'investissement direct étranger, entraîne une augmentation de 8,7% du taux de croissance au Bénin.

Dependent Variable: Y
Method: Two-Stage Least Squares
Date: 11/18/05 Time: 12:39
Sample(adjusted): 1970 2001
Included observations: 32 after adjusting endpoints
Instrument list: C TO KH ITE IDF PIB INV INFL GOVC UEMOAG

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-39.62861	13.03349	-3.040523	0.0055
TO	0.431188	0.124602	3.460521	0.0019
KH	0.153674	0.163658	0.938993	0.3567
IDE	0.869085	0.424623	2.046723	0.0513
INV	0.377335	0.176153	2.142084	0.0421
PIB	0.119226	0.035941	3.317278	0.0028
GOVC	-0.767227	0.270631	-2.834955	0.0089
R-squared	0.561943	Mean dependent var		3.446736
Adjusted R-squared	0.456809	S.D. dependent var		3.467991
S.E. of regression	2.555961	Sum squared resid		163.3235
F-statistic	5.730656	Durbin-Watson stat		2.602323
Prob(F-statistic)	0.000734			

$c(TO) = 0,43$ signifie qu'une augmentation de 10% du degré d'ouverture, le taux de croissance augmente aussi de 4,3%.

$c(KH) = 0,15$. Comme ci-dessus mentionné, le capital n'a pas d'impact significatif sur la croissance. Toutefois, lorsqu'il augmente de 10%, la croissance subit une hausse de 1,5%.

²² La valeur critique est 1,96.

$c(\text{PIB}) = 0,12$ signifie que si le PIB *per capita* augmente de 10%, le taux de croissance a une hausse de 1,2%.

$c(\text{GOVC}) = - 0,76$. Comme prévu par la théorie, le signe de cette variable est bien négatif. Toute hausse de la dépense gouvernementale entraîne une baisse du taux de croissance dans l'ordre de 7,6%.

b. Rôle du capital humain et du taux d'ouverture

Les effets du capital humain et du degré d'ouverture sont saisis par les termes d'interaction. Plus le pays est doté d'un stock élevé de capital humain, mieux il pourrait jouir des externalités de l'investissement direct et sa capacité d'adopter de nouvelles technologies en dépend tout aussi. De même, le degré d'ouverture favorise l'entrée de nouvelles technologies qui influence le progrès technique et par conséquent le taux de croissance.

L'introduction des termes d'interaction modifie les résultats de l'impact de l'IDE sur le taux de croissance. En effet, certes les termes IDEKH et IDETO affectent positivement le taux de croissance mais pas de façon significative. Ces résultats signifient que dans le cas du Bénin, le capital humain et le taux d'ouverture ne semblent pas jouer le rôle de catalyseur attendu pour ces deux variables.

Dependent Variable: Y
Method: Two-Stage Least Squares
Date: 11/19/05 Time: 09:21
Sample(adjusted): 1970 2001
Included observations: 32 after adjusting endpoints
Instrument list: C TO KH ITE IDF PIB INV INFL GOVC IDEKH
UEMOAG

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-42.79061	17.87079	-2.394444	0.0248
TO	0.311541	0.134789	2.311324	0.0297
KH	0.034327	0.184375	0.186179	0.8539
IDE	1.588992	1.837730	0.864649	0.3958
IDEKH	0.078382	0.129497	0.605280	0.5507
INV	0.386464	0.174798	2.210917	0.0368
PIB	0.149807	0.063710	2.351408	0.0272
GOVC	-0.924533	0.327916	-2.819420	0.0095
R-squared	0.588286	Mean dependent var	3.446736	
Adjusted R-squared	0.468203	S.D. dependent var	3.467991	
S.E. of regression	2.529011	Sum squared resid	153.5015	
F-statistic	4.743167	Durbin-Watson stat	2.446707	
Prob(F-statistic)	0.001848			

La combinaison des variables IDE et KH ou de IDE et TO sur le taux de croissance est très faible. On a $c(\text{IDEKH}) = 0,08$ et $c(\text{IDETO}) = 0,02$, donc les effets de l'investissement direct étranger sont réduits. Ce qui signifie que le niveau du capital humain et du taux d'ouverture ne sont suffisants pour induire une hausse beaucoup plus importante de l'investissement direct étranger.

Dependent Variable: Y
Method: Two-Stage Least Squares
Date: 11/19/05 Time: 09:23
Sample(adjusted): 1970 2001
Included observations: 32 after adjusting endpoints
Instrument list: C TO KH ITE IDF PIB INV INFL GOVC IDETO
UEMOAG

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-35.21970	16.75346	-2.102234	0.0462
TO	0.363120	0.164428	2.208375	0.0370
KH	0.099647	0.180538	0.551946	0.5861
IDE	0.170482	8.049954	0.021178	0.9833
IDETO	0.017363	0.183168	0.094795	0.9253
INV	0.402426	0.204802	1.964950	0.0611
PIB	0.116691	0.039024	2.990197	0.0064
GOVC	-0.798678	0.268044	-2.979653	0.0065
R-squared	0.583040	Mean dependent var		3.446736
Adjusted R-squared	0.461426	S.D. dependent var		3.467991
S.E. of regression	2.545075	Sum squared resid		155.4578
F-statistic	4.782537	Durbin-Watson stat		2.584800
Prob(F-statistic)	0.001757			

Même lorsque les termes sont pris isolément, leur impact reste le même sur le taux de croissance : positif et non significatif.

Dependent Variable: Y
Method: Two-Stage Least Squares
Date: 11/19/05 Time: 09:22
Sample(adjusted): 1970 2001
Included observations: 32 after adjusting endpoints
Instrument list: C TO KH ITE IDF PIB INV INFL GOVC IDEKH
UEMOAG

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-31.32143	12.17483	-2.572637	0.0164
TO	0.360610	0.124293	2.901290	0.0076
KH	0.106102	0.167369	0.633941	0.5319
IDEKH	0.031513	0.025227	1.249158	0.2232
INV	0.405009	0.176362	2.296460	0.0303
PIB	0.104719	0.037211	2.814203	0.0094
GOVC	-0.768981	0.278720	-2.758974	0.0107
R-squared	0.556749	Mean dependent var		3.446736
Adjusted R-squared	0.450369	S.D. dependent var		3.467991
S.E. of regression	2.571068	Sum squared resid		165.2597
F-statistic	5.233579	Durbin-Watson stat		2.513095
Prob(F-statistic)	0.001306			

L'effet du terme IDEKH baissa de 0,08 à 0,03, tandis que le second reste au même niveau.

Dependent Variable: Y
Method: Two-Stage Least Squares
Date: 11/19/05 Time: 09:24
Sample(adjusted): 1970 2001
Included observations: 32 after adjusting endpoints
Instrument list: C TO KH ITE IDF PIB INV INFL GOVC IDETO
UEMOAG

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	-35.45661	12.24041	-2.896684	0.0077
TO	0.365709	0.107884	3.389848	0.0023
KH	0.101559	0.153455	0.661813	0.5141
IDETO	0.013488	0.007613	1.771674	0.0886
INV	0.400154	0.171229	2.336955	0.0278
PIB	0.117022	0.035095	3.334459	0.0027
GOVC	-0.798561	0.263021	-3.036113	0.0055
R-squared	0.581613	Mean dependent var	3.446736	
Adjusted R-squared	0.481200	S.D. dependent var	3.467991	
S.E. of regression	2.497916	Sum squared resid	155.9896	
F-statistic	5.792218	Durbin-Watson stat	2.581903	
Prob(F-statistic)	0.000685			

c. Comparaison de l'efficience entre IDE et INV

$c(INV) = 0,37$. Toute induction de l'investissement à la hausse de 10% entraîne une hausse de la croissance de 3,7%.

D'une manière générale, en se basant sur le signe des coefficients de chacune des deux variables, il en ressort que l'IDE est plus efficace que l'investissement intérieur. Lorsque l'investissement intérieur augmente de 10%, le taux de croissance augmente seulement de 3,7% alors que l'effet de l'investissement direct étranger est de 8,7%.

Mais lorsque l'investissement direct étranger est en interaction avec le capital humain et le degré d'ouverture, il devient moins efficace que l'investissement intérieur (et n'est d'ailleurs plus significatif). A ce niveau, il faut signaler que ce sont les variables supposées catalyseurs qui ne jouent pas le rôle attendu.

B. Implication de politique économique

Les différents résultats auxquels nous sommes parvenus impliquent un certain nombre d'actions à mener en vue d'une amélioration des avantages à tirer des IDE. Les résultats ont montré que l'IDE a un impact significatif sur la croissance. L'IDE n'est donc pas inopérant sur la croissance

au Bénin. Cependant en interaction avec le capital humain et le taux d'ouverture, l'IDE n'est pas significatif et pose le problème du rôle joué par ces deux variables.

Nous proposons donc ici quelques recommandations visant surtout à accroître le volume et à renforcer les conditions nécessaires pour permettre à l'IDE d'avoir les effets décriés sur la croissance au Bénin.

1. La promotion des IDE

Les résultats ont montré que l'IDE a un impact positif et significatif sur la croissance. Il est important pour le Bénin, dans un contexte international d'attraction de ceux-ci, de mener des politiques visant à faire du pays l'un des récipiendaires les plus importants afin d'en tirer davantage de bénéfices. Selon le CNUCED (2004), l'une des raisons les plus importantes qui poussent les STN à investir au Bénin est la possibilité d'accéder aux marchés de l'Afrique de l'Ouest (UEMOA et Nigeria). La stabilité du cadre politique et macro-économique, les opportunités offertes par le port de Cotonou et la présence de ressources naturelles ont été également mentionnées. Néanmoins, le signe de la variable *Uemoag* montre que lorsque la croissance de la zone UEMOA connaît une amélioration, les flux d'IDE en direction du Bénin baissent de façon significative²³. On peut supposer qu'ils sont dirigés vers d'autres pays plus dynamiques comme la Côte d'Ivoire, le Sénégal ou encore le Mali. Le défi sera donc de mettre en place une stratégie de promotion de l'investissement fondée sur ses avantages compétitifs. Une analyse du graphique 1 (Cf Annexe 3) montre la faiblesse des flux d'IDE du Bénin comparativement à trois pays émergents que sont la Chine dont la croissance ces dernières années fait cas d'école, la Malaisie et le Brésil. Les organismes nationaux chargés d'autoriser l'IDE, comme le CPI, doivent donc appliquer une attention particulière aux projets susceptibles "de développer la capacité de production de l'économie nationale et d'améliorer la balance des paiements en diversifiant par exemple les exportations.

2. Le renforcement de la capacité d'absorption

La capacité d'absorption qui se traduit par le stock de capital humain ne semble pas, dans le cas du Bénin, jouer un rôle important en ce qui concerne l'impact de l'investissement étranger direct sur le taux de croissance. En effet, le capital humain a un faible effet sur le taux de croissance et son interaction avec l'IDE a donné un résultat également peu satisfaisant. Ce résultat peut a priori être dû au taux de scolarisation au secondaire encore faible dans le pays. Il n'a pas atteint le seuil minimal requis pour jouer son rôle de catalyseur et induire un effet positif sur la croissance. Dans ce sens, il

²³ Cf. Annexe 2.

est recommandé que des actions s'orientent vers les politiques d'éducation actives afin d'atteindre le seuil de 1,9 année (au moins) de scolarité au secondaire par individu requis pour pouvoir bénéficier de transferts technologiques (Xu, 2000). D'après la classification de BORENSZTEIN *et al* (1998), le Bénin se trouverait dans la catégorie des pays n'ayant que 0,45 année de scolarisation par individu. L'écart reste important et par conséquent à combler.

Selon la Banque mondiale (2004), les performances du Bénin en matière de scolarisation au primaire sont impressionnantes par rapport à celles des autres pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique subsaharienne. La différence est encore plus significative dans l'enseignement supérieur où le taux est de près d'un tiers plus élevé que dans les autres pays d'Afrique de l'Ouest (en se basant uniquement sur les inscriptions du secteur public. Le taux brut de scolarisation (TBS) dans l'enseignement primaire est le deuxième plus élevé en Afrique de l'Ouest francophone, après le Togo et nettement supérieur à celui de la Côte d'Ivoire qui enregistre pourtant presque le double du revenu par habitant du Bénin. Cependant, comparé à d'autres pays qui bénéficient également de taux brut de scolarisation élevé au cycle primaire, le TBS dans l'enseignement secondaire au Bénin est faible, ce qui suppose que le taux d'achèvement du cycle primaire et de la transition vers le secondaire est faible.

Un des objectifs de l'Etat béninois en matière de politique d'éducation serait alors d'accroître ce taux. Cet objectif pourrait passer par la création de centres de formation et de spécialisation aux fins d'améliorer les capacités techniques de la main d'œuvre. La main d'œuvre est disponible mais elle n'est pas suffisamment qualifiée. Il est donc nécessaire d'en doter le pays pour répondre aux exigences des STN et rester compétitif, notamment dans les domaines hautement technologiques.

3. La libéralisation commerciale

Comme ci-dessus mentionné, le degré d'ouverture affecte positivement et significativement le taux de croissance, mais pas lorsqu'il est en interaction avec l'IDE. Là aussi, le taux d'ouverture ne semble pas jouer un rôle catalyseur pour les effets de l'IDE sur la croissance. Cependant, il est un déterminant de l'IDE (cf. annexe 2). Une forte ouverture commerciale induit un taux de croissance élevé sans pour autant impliquer une hausse de l'IDE.

Il ne s'agit pas donc ici de proposer une plus grande ouverture commerciale. L'exemple des pays latino-américains a prouvé qu'une ouverture commerciale totale n'a pas forcément un impact positif sur le taux de croissance *via* les IDE. Il s'agira donc de mener une politique commerciale d'ouverture sélective en n'admettant par exemple que des investissements ayant la capacité d'être industrialisante. Les organismes nationaux chargés d'autoriser l'IDE, comme le CPI, doivent dans ce sens appliquer une attention particulière aux projets susceptibles de développer la capacité de

production de l'économie nationale et d'améliorer la balance des paiements en diversifiant par exemple les exportations. Dans cette optique, les efforts de promotion de l'IDE doivent être concentrés sur les industries où : i) la capacité technologique est relativement élevée et, ii) la différenciation du produit et/ou les économies d'échelle ne sont pas significatives de façon que les firmes locales restent compétitives. Cette politique devrait s'accompagner forcément d'une nette amélioration du Code des investissements.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

CONCLUSION

Le présent travail a examiné si l'IDE a un impact positif et significatif sur le taux de croissance au Bénin. Il a été aussi question dans ce travail de comparer l'efficacité de l'investissement étranger direct à celle de l'investissement intérieur, en présence ou non de facteurs comme le capital humain et le taux d'ouverture. Pour ce faire, le modèle linéaire à équations simultanées a été utilisé et comme technique d'estimation, le choix s'est porté sur les moindres carrés. Ce dernier se justifie par le fait qu'il peut avoir interdépendance entre l'investissement direct étranger et le taux de croissance. En effet, l'IDE peut affecter positivement la croissance, mais en retour, le niveau de la croissance peut être un élément attractif pour les investissements étrangers.

Au terme donc de notre travail, il ressort que l'investissement direct étranger a un impact positif et significatif sur le taux de croissance du PIB réel au Bénin. Toutefois, on remarque que l'IDE est plus efficace que l'investissement intérieur dont l'impact sur le taux de croissance est aussi positif. Il est important de souligner que l'impact de ce dernier est significatif. Et en ce qui concerne le rôle catalyseur joué par le capital humain et le taux d'ouverture, il est apparu qu'en présence de ces deux variables, l'impact de l'IDE est faible et affecte positivement mais non significativement le taux de croissance. Par conséquent, le capital humain et le degré d'ouverture commerciale ne renforcent pas l'impact de l'IDE sur le taux de croissance au Bénin.

Aussi avons-nous suggéré l'amélioration des politiques de l'investissement et commerciale, et de la politique. Elles permettront au Bénin de renforcer les exigences de conditions internes nécessaires au drainage des flux d'investissements directs étrangers. L'éducation doit cibler précisément des domaines techniques et hautement qualifiés répondant aux conditions internationales de façon à ce que le pays soit compétitif face aux pays émergents dotés déjà de tous ces critères. Le degré d'ouverture du pays étant toujours faible à ce jour, des actions gouvernementales doivent être menées dans ce sens afin de l'accroître tout en veillant à ce que la qualité des IDE prime sur la quantité. Il s'agit donc de cibler des investissements à caractère industrialisant. Quant à la politique de l'investissement, elle doit avoir pour objectif d'accroître le volume des investissements étrangers vers le pays par l'allègement et l'attractivité du code des investissements.

Les résultats du cas du Bénin s'alignent sur ceux des auteurs pour qui l'IDE affecte positivement et significativement le taux de croissance. Il est à mentionner cependant que l'un des problèmes rencontrés lors de ce travail est la conformité des bases de données relative aux flux d'investissements étrangers directs. Elles diffèrent en effet, radicalement ou sensiblement, d'une institution source à une autre. Dans ce sens, des études ultérieures pourraient se pencher sur la

question de la différence des bases de données et leurs conséquences sur les résultats obtenus en ce qui concerne l'impact de l'IDE sur le taux de croissance au Bénin, et dans une plus large mesure dans les pays de la sous région, notamment les pays de l'union économique et monétaire de l'Afrique de l'ouest (UEMOA).

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

BIBLIOGRAPHIE

ABDELJABBAR Abdouni et Saïd HANCHANE (2004). "La dynamique de la croissance économique et de l'ouverture dans les pays en voie de développement : quelques investigations empiriques à partir des données de Panel" *Document de travail - L.E.S.T.- UMR 6123 Mars*

ALFARO, L., CHANDA, A., KALEMLI-OZCAN, S. and SAYEK, S. (2004). "FDI and economic growth: The role of local financial markets", *Journal of International Economics*, 64, 89-112.

AGOSIN, Manuel and Ricardo MAYER (2000). "Foreign investment in developing countries: does it crowd in domestic investment?" UNCTAD Discussion Paper, No.146, Geneva: UNCTAD.

ASSANIE Nizar and Bill SINGLETON (2002). "The Quality of Foreign Direct Investment: Does it Matter for Economic Growth?"

BALASUBRAMANYAM V.N. et al. (1999), "Foreign direct investment", *The Journal of International Trade and Economic Development*, vol.8, 27-40.

BALASUBRAMANYAN, V. N., SALISU, M. and SAPSFORD, D. (1996), "Foreign Direct Investment and growth in EP countries and IP countries", *The Economic Journal*, 106, pp. 92-105.

BASU, P., CHAKRABORTY, C. and REAGLE, D. (2003). "Liberalization, FDI, and Growth in Developing Countries: A Panel Cointegration Approach", *Economic Inquiry*, 41, 510-516.

BENGOA, M. and SANCHEZ-ROBLES, B. (2003) "Does Foreign Direct Investment promote growth? Recent evidence from Latin America", Universidad de Cantabria, mimeo.

BLOMSTROM, M. (1992). "Host Country Benefits of Foreign Investment," NBER Working Paper No. W3615, March.

BLOMSTRÖM, M., LIPSEY, R. and ZEJAN, M. (1992), "What explains developing country growth?" *NBER Working Paper*, n. 4132. Cambridge, Mass.

BLOMSTRÖM Magnus and Ari KOKKO (2003) "The Economics Of Foreign Direct Investment Incentives" Working Paper 168, Stockholm School of Economics, January.

BLOMSTROM, M. and A. KOKKO (1998), "Multinational Corporations and Spillovers", *Journal of Economic Surveys*, 12, pp. 247-77.

BORENSZTEIN, E., J.D. GREGORIO and J.W. LEE (1995). "How does foreign direct investment affect economic growth?" NBER Working paper # 5057, March.

BORNSCHIER, V. and HOBY, J. (1981). "Economic Policy and Multinational Corporations in Development: The Measurable impacts in Cross National Perspective". *Social Problems*. Vol. 28. No. 4. pp.: 363-377.

BOST, François (1999). "L'Afrique subsaharienne, oubliée par les investisseurs", *Afrique contemporaine*, n° 189, 1er trimestre, 44-61.

BOSWORTH Barry and Susan COLLINS (1999). "Capital Flow to developing Economies: Implications for Saving and Investment" *Brookings Papers on Economic Activity* 0 (1), pp.143-69.

- BREMS, H.** (1970). "A Growth Model of International Direct Investment," *American Economic Review* Vol. 60, pp. 320-331.
- CAMPOS, Naura F. and Yuko KINOSHITA,** (2002). "Foreign Direct Investment as Technology Transferred: Some Panel Evidence from the Transition Economies." *William Davidson Working Paper*, n° 438.
- CARKOVIC, M. and R. LEVINE** (2002). "Does Foreign Direct Investment Accelerate Economic Growth?" (unpublished)
- CNUCED** (2004), "Examen de la politique de l'investissement au Benin", Nations Unies.
- CNUCED** (2005), "Le développement économique en Afrique: Repenser le rôle de l'investissement étranger direct", Nations Unies.
- CHEN, C., CHANG, L., and ZHANG, Y.** (1995). "The Role of Foreign Direct Investment in China's Post-1978 Economic Development". *World Development*. Vol. 23. No. 4: pp. 691-703.
- CHOE, J.I.** (2003). "Do foreign direct investment and gross domestic investment promote economic growth?", *Review of Development Economics*, 7, pp. 44-57.
- CHOWDHURY, A. and MAVROTAS, G.** (2003). "FDI & growth: What causes what?" Paper presented at the UNU/WIDER conference on Sharing Global Prosperity, September 2003, Helsinki, Finland.
- DOLAN, M. and TOMLIN, B.** (1980). "First World and Third World Linkages: External Relations and Economic Development". *International Organization*. Vol. 34. No. 1-2: pp.: 41-63.
- EASTERLY, W.** (2001). "The Lost Decades: Developing Countries' Stagnation in Spite of Policy Reform 1980-1998," *Journal of Economic Growth* Vol. 6, pp. 135-157.
- ENDERS** (1995). " *Applied Econometric Times Series*" John Wiley & Son
- FINDLAY R.** (1978), "Relative Backwardness, Direct Foreign Investment and the Transfer of Technology: A Simple Dynamic Model", *Quarterly Journal of Economics*, vol.92, 1-16.
- FOSTO NDEFO Nazaire** (2003). Impact des investissements directs étrangers sur la croissance : quelques résultats sur les pays africains au sud du sahara. Banque des États de l'Afrique Centrale. Notes d'études et de recherche n°3, Août.
- de GREGORIO, José** (1992), "Economic Growth in Latin America," *Journal of Development Economics*, Vol. 39 (July), pp. 59-84.
- GUPTA L.M et M.A. ISLAM** (1983). "Foreign Capital, Savings and Growth; An International Cross-Section Study". In *International Studies in Economics and Econometrics*. Dordrecht: D. Reidel Publishing Company.
- GREENE William H.** (2000) "Econometric Analysis" Prentice Hall, 4ème edition.
- HANSEN Henrik and John RAND** (2004) "On the Causal Links between FDI and Growth in Developing Countries" Discussion Papers 04-30, Institute of Economics, University of Copenhagen
- HANSON, G.** (2001). "Should Countries Promote Foreign Direct Investment?" Geneva, G-24 Discussion Paper Series, n°. 9.

- HOLTZ-EAKIN, D., W. NEWEY and H. ROSEN, (1988). "Estimating Vector Autoregressions with Panel Data", *Econometrica* vol. 56, no. 6
- HYMER, S.H. (1960). "The International Operations of National Firms : A Study of Direct Investment", PhD Thesis, MIT : MIT Press.
- JOHNSTON J. (1988). "Methodes économetriques" *Economica* ,Tome 2, , 3ème édition..
- JACKMAN, R. W. (1982). "Dependence on Foreign Investment and Economic Growth in the Third World". *World Politics*. Vol. 34. No. 2: pp. 175-196.
- KOKKO, A. and BLOMSTRÖM, M. (1995). "Policies to Encourage Inflows of Technology Through Foreign Multinationals". *World Development*. Vol. 23. No. 3: pp. 459-468.
- KUMAR, Nagesh and Jaya Prakash PRADHAN (2002). "Foreign direct investment, externalities and economic growth in Developing Countries: some empirical explorations and implications for WTO Negotiations on Investment", *RIS Discussion Paper 27* (New Dehli: Research and Information System for the Nonaligned and other Developing Countries).
- LEE J. et RANA P. (1986). "The Effect of Foreign Capital Inflows on Developing Countries of Asia", Asian Development Bank Economic Staff Paper No. 4.
- LEE Minsoon and MoonJoong TCHA (2004). "The color of money: the effects of foreign direct investment on economic growth in transition economies" Discussion Papers 02.16, Department of Economics, The University of Wersten Australia.
- LENSINK, R. and MORRISSEY, O. (2001). "Foreign Direct Investment: Flows, Volatility and Growth in Developing Countries," University of Nottingham, mimeo.
- LIPSEY, R. (2000). "Interpreting Developed Countries' Foreign Direct Investment," NBER Working Paper No. 7810, July.
- LOUNGANI Prakash et Assaf RAZIN, (2001) "How Beneficial Is Foreign Direct Investment For Developing Countries?" *Finance and Development*, June 2001, Volume 38, Number 2, pp: 6-10.
- MALLAMPALLY, P. and K.P. SAUVANT, (1999). "Foreign Direct Investment in Developing Countries". *Finance and Development*. Vol 36 (1), pp.34-37.
- MANKIW, G., ROMER, D. and WEIL, D. (1992). "A Contribution to the Empirics of Economic Growth", *Quarterly Journal of Economics*, 107 (2), pp. 407-437, May.
- MARINO, A. (2000). "The Impact of FDI on Developing Countries Growth: Trade Policy Matters", European Trade Study Group, Second Annual Conference, Glasgow, 15-17 September.
- de MELLO, Jr., Luiz (1999). "Foreign Direct Investment-Led Growth: Evidence from Time Series and Panel Data," *Oxford Economic Papers* Vol. 51, pp. 133-151.
- de MELLO, Jr., Luiz (1997). "Foreign Direct Investment in Developing Countries and Growth: A Selective Survey," *Journal of Development Studies* Vol. 34, pp. 1-34.
- MICHALET C.-A. (1999), *La séduction des nations ou comment attirer les investissements*, *Economica*.
- MISHRA D., A. MODY and A. P. MURSHID (2001). "Private Capital Flow and Growth" *Finance et Development*, Juin, vol 38, n°2.

- MUCCHIELLI J.L.** (1998), *Multinationales et Mondialisation*, Ed. Seuil, coll. Points Economie
- NAIR-REICHERT, U. and WEINHOLD, D.** (2001). "Causality Tests for Cross-Country Panels: A New Look on FDI and Economic Growth in Developing Countries", *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 63, 153-171.
- NARULA Rajneesh and Brian PORTELLI** (2004). "Foreign direct investment and economic development: Opportunities and limitations from a developing country perspective" *MERIT-Infonomics Research Memorandum series,009*.
- NOCKE, V., and S. YEAPLE** (2004): "Mergers and the Composition of International Commerce," NBER Working Paper 10405, National Bureau of Economic Analysis.
- OBWONA, M.** (1999). "Foreign Direct Investments Growth Linkage and Institutional Constraints in Sub-Saharan Africa: A Case of Uganda". *African Review of Money, Finance and Banking*. Supplementary issue of *Savings and Development*: pp. 99-126.
- OECD** (2002). "Foreign direct investment for development: Maximising benefits, minimizing costs", OECD publishing, Paris.
- REISEN, H. and M. SOTO** (2001). "Which Types of Capital Inflows Foster Developing-Country Growth?" *International Finance*, Vol 4, Issue 1.
- ROTHGEB, J.** (1984). "The Effects of Foreign Investment on Overall and Sectoral Growth in Third World States". *Journal of Peace Research*. Vol. 21. No. 1: pp. 5-15.
- SACHWALD F. et S. PERRIN** (2003). "*Multinationales et développement : le rôle des politiques nationales*". MAGELLAN & Cie,
- SAGGI, K.** (2000) "Trade, Foreign Direct Investment and International Technology Transfer : A Survey", *Policy Research Working Paper n° 2349*, Banque mondiale.
- SALTZ, I.** (1992). "The Negative Correlation between Foreign Direct Investment and Economic Growth in the Third World: Theory and Evidence," *Rivista Internazionale di Scienze Economiche e Commerciali* Vol. 39, pp. 617-633, July.
- SOLOW, R.** (1956) "A contribution to the theory of economic growth", *Quarterly Journal of Economics* 70, 155-173.
- SØREIDE, Tina** (2001). "FDI and Industrialisation Why technology transfer and new industrial structures may accelerate economic development" *Development Studies and Human Rights*, CMI Working Papers 3.
- TODA, H.Y. and T. YAMAMOTO,** (1995). "Statistical Inference in Vector Autoregressions with Possible Integrated Processes", *Journal of Econometrics*, 66, 225-250.
- TONG Sarah Y. and Angela YOUXIN HU** (2003). "Do Domestic Firms Benefit from Foreign Direct Investment? Initial Evidence from Chinese Manufacturing" Prepared for the Conference on China's Economic Geography and Regional Development Faculty of Business and Economics. The University of Hong Kong, December 15-16.
- TOUFIK, Saïd and Jamal BOUOYOUR** (2002) "Interaction entre investissements directs étrangers, productivité et capital humain Cas des industries manufacturières marocaines" CATT, Université de Pau et des Pays de l'Adour, Septembre.

UNCTAD (1999), *World Investment Report 1999*, UNCTAD, Geneva.

WANG, J. (1990). "Growth technology transfer, and the long-run theory of international capital movements", *Journal of International Economics*, vol. 29.

XU, Bin (2000). "Multinational enterprises, technology diffusion, and host country productivity growth", in *Journal of Development Economics*, 62, pp. 477-493.

ZHANG, K. (2001) "Does Foreign Direct Investment promote growth? Evidence from East Asia and Latin America", *Contemporary Economic Policy* 19, 2, 175-85.

ZHAO, H. (1995). "Technology Imports and Their Impacts on the Enhancement of China's Technological Capability". *The Journal of Development Studies*. Vol. 31: pp.585-602.

WORLD BANK (2003), *Global Economic Prospects*, Washington, D.C.

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXES

Annexe 1 : Etude détaillé de la fonction de croissance

Annexe 2 : Résultats des estimations du modèle de l'investissement étranger direct

Annexe 3 : Comparaison entre les flux d'IDE du Bénin et ceux de quelques pays

Annexe 4 : Evolution conjointe de l'IDE, l'INV et le taux de croissance

Annexe 5 : Présentation de quelques tableaux comparatifs des éléments d'attractivité au Bénin

Annexe 6 : Graphique du circuit de l'impact de l'IDE sur la croissance

CODESRIA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE 1 : ETUDE DU MODELE DE CROISSANCE

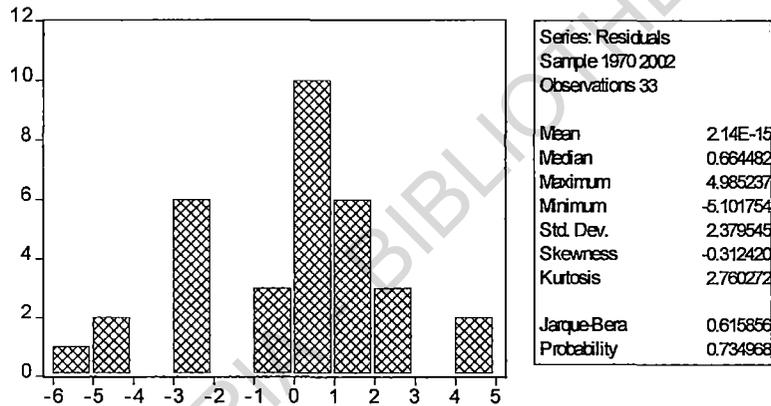
A. Test d'Homocéciticité de White

White Heteroskedasticity Test:

F-statistic	0.741690	Probability	0.711552
Obs*R-squared	12.07247	Probability	0.600483

Le modèle est homocédastique si les probabilités sont supérieures à 5%. Dans ce cas, les estimateurs obtenus par les MCO sont optimaux.

B. Normalité des erreurs



Jarque-Bera < 5,99 : les erreurs du modèle de croissance sont normales.

ANNEXE 2 : RESULTATS DES ESTIMATIONS DU MODELE DE L'INVESTISSEMENT ETRANGER DIRECT

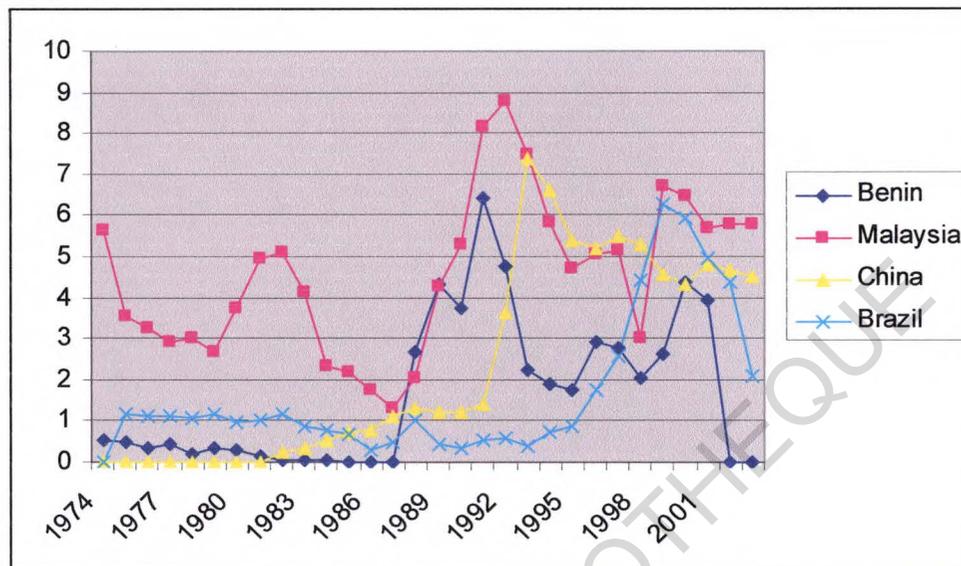
Dependent Variable: IDE
 Method: Two-Stage Least Squares
 Date: 02/07/06 Time: 10:24
 Sample(adjusted): 1970 2001
 Included observations: 32 after adjusting endpoints
 Instrument list: C KH TO ITE IDF PIB INV INFL GOVC UEMOAG

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	6.185763	3.617995	1.709722	0.1002
Y	0.153795	0.100700	1.527263	0.1398
TO	0.168710	0.047818	3.528198	0.0017
ITE	1.127835	2.218365	0.508408	0.6158
IDF	0.236738	0.050361	4.700849	0.0001
INFL	-0.010016	0.035423	-0.282751	0.7798
GOVC	-0.244330	0.137774	-1.773405	0.0889
UEMOAG	-0.148910	0.076260	-1.952645	0.0626
R-squared	0.741065	Mean dependent var	1.598648	
Adjusted R-squared	0.665543	S.D. dependent var	1.770649	
S.E. of regression	1.024007	Sum squared resid	25.16616	
F-statistic	10.29098	Durbin-Watson stat	1.876475	
Prob(F-statistic)	0.000006			

Toutes les variables ont les signes escomptés. Le degré d'ouverture, l'indice des termes d'échanges et l'indice du développement financier ont un impact significatif sur l'IDE. On remarque surtout que le taux de croissance n'affecte pas significativement l'IDE.

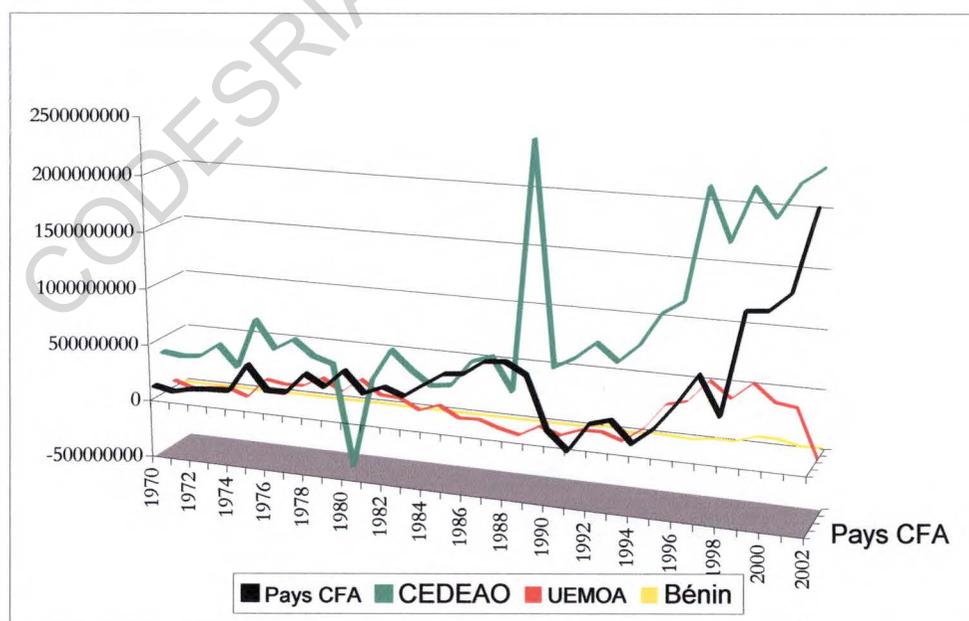
ANNEXE 3 : COMPARAISON DES FLUX D'IDE ENTRE CEUX DU BÉNIN ET QUELQUES PAYS

GRAPHIQUE 1



Source : WDI, 2004

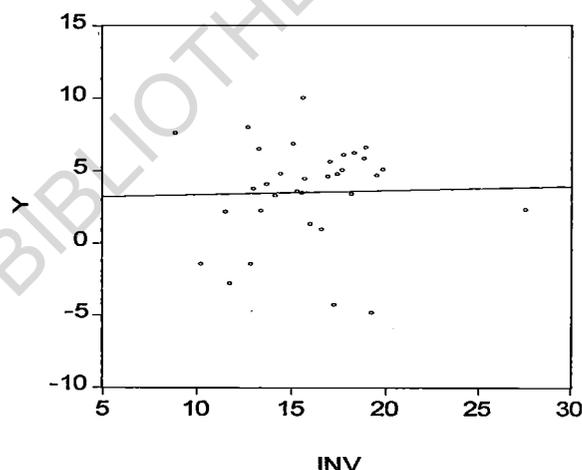
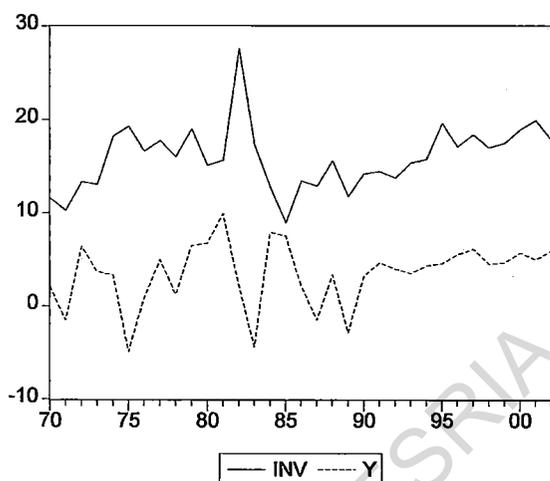
Les flux d'IDE en direction du Bénin semblent presque insignifiants en rapport avec les flux en direction de la CEDEAO (le Nigeria incluant)



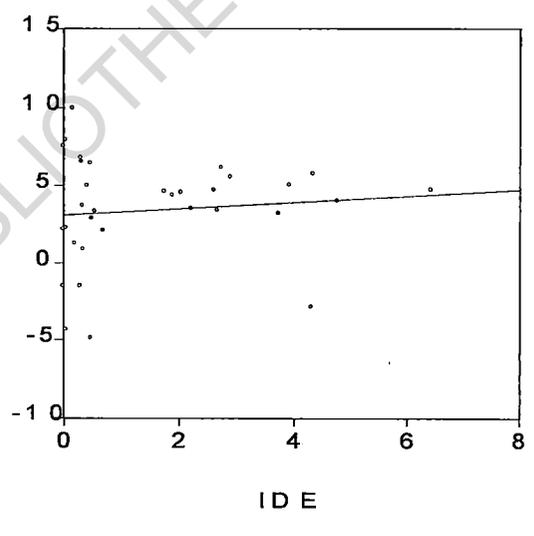
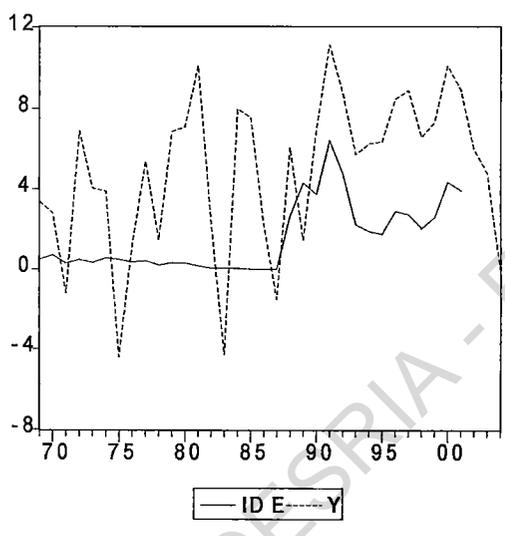
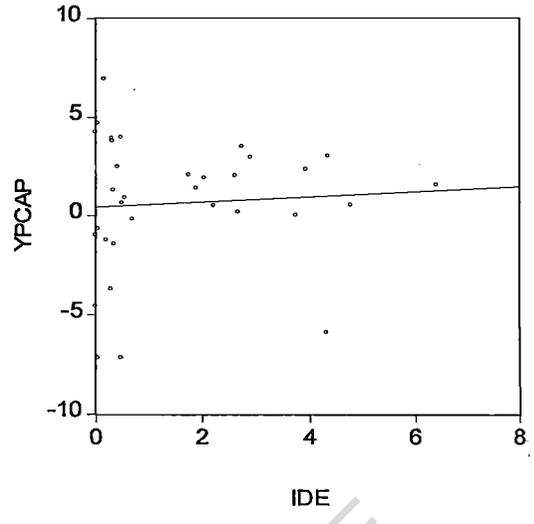
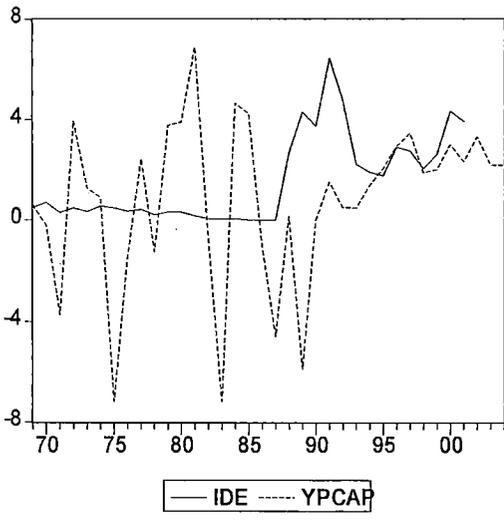
Source : WDI, 2004

ANNEXE 4: EVOLUTION CONJOINTE DE L'IDE, L'INV ET DU TAUX DE CROISSANCE

- La courbe ci-dessous montre l'évolution conjointe entre INV et taux de croissance. On constate clairement qu'entre 1970 et 1989, les deux courbes évoluent en sens inverse. Ce n'est qu'au début des années 90 que la tendance se stabilise sensiblement. Cette tendance peut s'expliquer par la prépondérance des investissements publics inscrite dans la politique de substitution aux importations menée par le Bénin. L'objectif d'industrialisation s'est traduit par la mise en place de sociétés connues sous l'appellation des "éléphants blancs" qui ont toutes connu la faillite à la fin des années 80. Le début des années s'est traduit par les PAS et un redressement de la courbe, de même qu'une amélioration de l'allure des deux courbes.



- Malgré le faible flux de l'IDE en direction du Bénin à partir de 1970 jusqu'aux premiers programmes d'ajustement structurel, son impact sur la croissance est positif. Il apparaît qu'à partir des années 90, les courbes de l'IDE et du taux de croissance ont la même allure.



CODENSA - BIBLIOTHEQUE

ANNEXE 5 : PRÉSENTATION DE QUELQUES TABLEAUX COMPARATIFS DES ÉLÉMENTS D'ATTRACTIVITÉ AU BÉNIN

Tableau a.: Comparaison des performances du Bénin avec d'autres pays de la sous-région, 1989-2003 (dollars et pourcentages)

Pays	PERFORMANCE ABSOLUE				PERFORMANCE RELATIVE										
	Flux d'IDE			Stock d'IDE	Flux d'IDE par tête			Flux d'IDE						Stock d'IDE	
	Million de dollar par an			Dollar Million	Dollar			Par 1000 \$PIB			En pourcentage de la FBCF			Par tête	Par 1000 PIB
	1989 1993	1994 1998	1999 2003	2003	1989 1993	1994 1998	1999 2003	1989 1993	1994 1998	1999 2003	1989 1993	1994 1998	1999 2003	2003	2003
Benin	64,9	16,3	45,6	668,4	14,1	2,9	7,1	37,6	7,9	17,5	26,3	4,4	9,8	98	191
Burkina Faso	2,6	11,7	11,7	162,8	0,3	1,1	1,0	1,2	5,0	3,9	0,5	2,3	1,9	12,9	39
Côte d'Ivoire	65,9	278,8	290,1	4082,9	5,0	18,7	17,7	6,2	24,4	24,2	8,2	18,2	23,5	239,6	297
Guinée Bissau	2,7	3,5	2,6	49,6	2,8	3,1	2,2	11,7	14,0	11,8	2,9	10,5	7,7	38,6	210
Mali	-0,9	50,2	83,0	691,5	-0,1	5,0	7,0	0,4	18,6	25,1	0,0	8,6	14,4	55,9	161
Niger	18,8	8,1	15,0	454,5	2,4	0,9	1,3	7,3	4,5	6,8	7,1	4,0	7,1	37,6	166
Nigéria	1085,3	1444,5	1104,1	23769,7	12,3	14,2	9,4	43,2	48,6	23,8	34,6	23,9	41,3	129,9	426
Sénégal	17,7	68,9	75,1	991,8	2,4	8,0	7,9	3,2	16,1	15,1	2,4	10,7	8,5	97,6	153
Togo	3,5	20,0	42,7	567,3	1,1	5,0	9,2	2,2	13,7	29,8	0,0	11,6	19,8	115,8	308

Source : CNUCED, base de données FDI/TNC, <http://www.unctad.org/fdistatistics>.

Tableau b. : Ressources humaines dans quelques pays de la sous-région, 2002-2003

<i>Facteur</i>	<i>Bénin</i>	<i>Nigeria</i>	<i>Côte d'Ivoire</i>	<i>Sénégal</i>
Population (millions)	6,5	132,8	11,8	9,8
Age 14-64 (en %)	51,8	53,7	52,6	54
Espérance de vie (ans)	53	45	45	54,8
Taux d'alphabétisation des adultes (2003) en %	40,90	68	50,90	44

Source: World Bank, World Development Indicators, 2004

Tableau c. : Comparaison de l'infrastructure de transport dans quelques pays de la sous-région, 2002

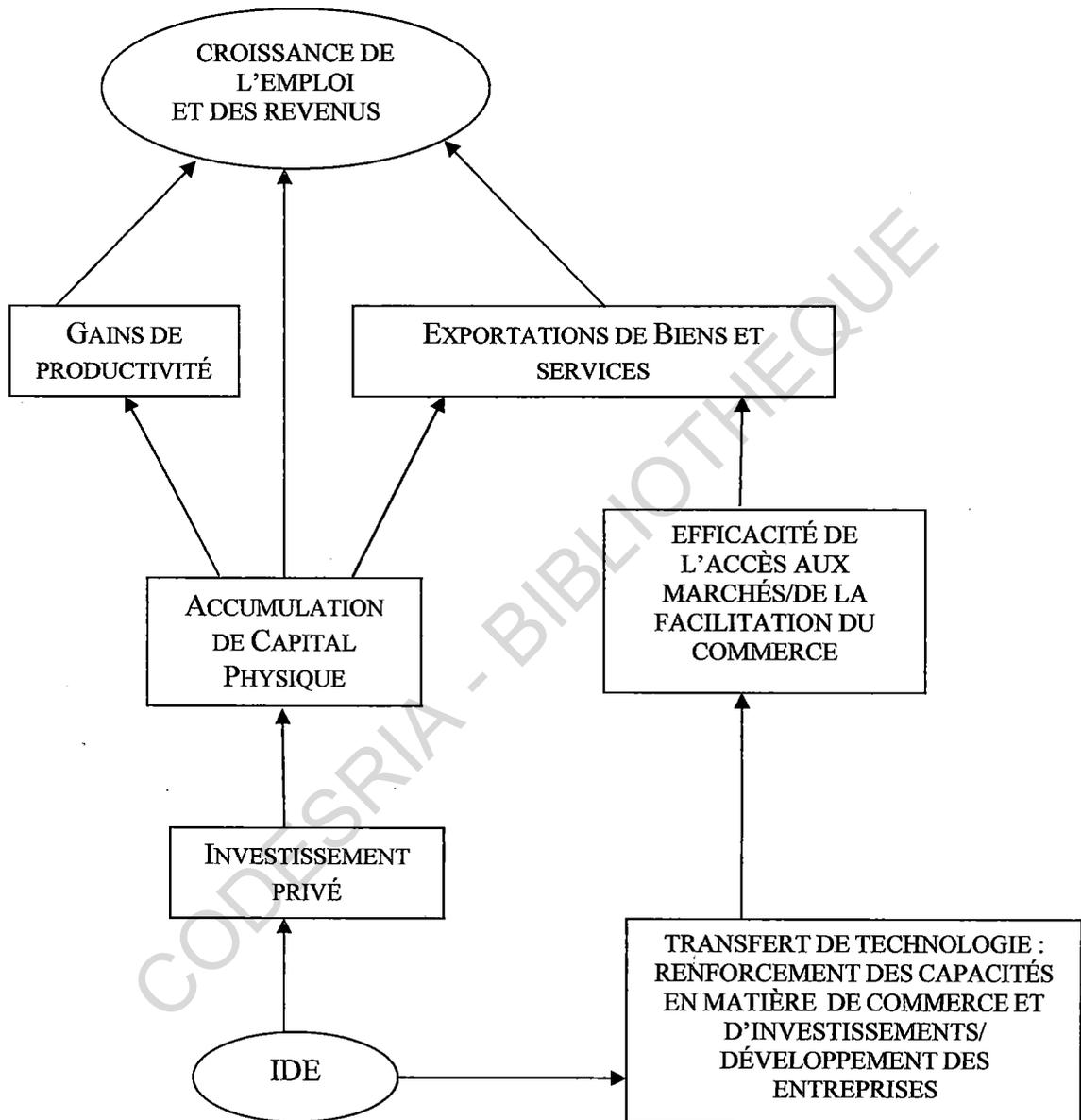
<i>Facteur</i>	<i>Bénin</i>	<i>Togo</i>	<i>Nigeria</i>	<i>Burkina Faso</i>	<i>Côte d'Ivoire</i>
Longueur du réseau ferroviaire (en km)	578	525	3557	622	660
Chemins de fer au km ² (en km)	0,005	0,009	0,004	0,002	0,002
Longueur du réseau routier (en km)	6787	7520	194394	12506	50400
Routes au km ² (en km)	0,06	0,13	0,21	0,05	0,16
Routes goudronnées (en %)	20	32	31	16	10
Nombre d'aéroports goudronnés	1	2	36	2	7

Source : CIA, 2004

TABLEAU D. : CLASSIFICATION DES INDICES DE PERFORMANCES DES IDE ENTRANTS DU CNUCED

Rang	Economie	Valeur		
		1988-1990	1993-1995	1999-2001
77	Ghana	0,221	2,55	0,736
81	Afrique du Sud	-0,042	0,383	0,696
82	Bénin	2,593	0,402	0,669
83	Nigeria	3,925	5,879	0,639
86	Côte d'Ivoire	0,398	1,959	0,627

Source : UNCTAD, 2004



Source : auteur